

# Chapitre 2

## Des booms, des krachs et des crises

### ► Introduction : Les rythmes du capitalisme

Croissance, décollage, expansion, récession, dépression, déflation, désinflation, cycles et fluctuations (chocs d'offre, de demande, financiers)

- ▶ Introduction : Les rythmes du capitalisme
- ▶ 1. Les expériences et les leçons des années 1920 et 1930
  - ▶ 1.1. La crise des années 1920 au Royaume-Uni
  - ▶ 1.2. La politique de déflation compétitive (triple austérité)
  - ▶ 1.3. Les *Roaring Twenties* aux États-Unis
  - ▶ 1.4. La crise des années 1930
  - ▶ 1.5. Les politiques anti-crise des années 1930
- ▶ 2. Croissance et crises du capitalisme après 1950
  - ▶ 2.1. Les Trente glorieuses
  - ▶ 2.2. Le ralentissement et les politiques de l'offre après 1975
  - ▶ 2.3. Le réveil chinois après 1978
  - ▶ 2.4. Le rattrapage impossible des pays émergents ?
- ▶ Conclusion

## ► 1. Les expériences et les leçons des années 1920 et 1930

### ► 1.1. La crise des années 1920 au Royaume-Uni

- Au sortir de la première guerre mondiale, prix et salaires ont plus que doublé, aggravant le déficit commercial (perte des marchés extérieurs durant le conflit) ;
- la livre sterling (£) n'est plus convertible en or depuis 1919 ;
- l'Etat a pris la direction effective de l'économie durant le conflit ; il s'est fortement endetté et a creusé le déficit budgétaire après un siècle de « vertu » (96 années d'excédent budgétaire primaire entre 1815 et 1914) ;
- la City a perdu son rang de première place financière mondiale au profit de Wall Street.

## ► 1.2. La politique de déflation compétitive (triple austérité)

Objectifs : raccrocher la £ à l'or, à sa parité d'avant-guerre, pour restaurer le prestige de la Nation et rendre son rayonnement à la City ; rééquilibrer les échanges extérieurs ; rembourser la dette publique ; faire refluer l'État.

Moyens : rétablir la compétitivité avec une monnaie réévaluée suppose de faire baisser les prix à l'intérieur de l'économie. Ce choix impose la baisse des salaires, obtenue par la hausse du chômage. C'est la politique de déflation compétitive (ou dévaluation interne), qui combine austérité monétaire (taux directeur porté à 7% en 1920 et 1921, soit jusqu'à 15% réels), austérité budgétaire (baisse des recettes et surtout des dépenses, *Geddes' axe*) et austérité salariale (via le chômage).

L'économiste Keynes critiqua vertement la violence de cette politique envers les salariés. Il écrivit :

*« Nous estimons aussi devoir vous prévenir, bien que peut être nous sortions là de nos attributions propres, qu'il ne sera pas prudent, d'un point de vue politique, de reconnaître ouvertement que vous cherchez délibérément à accroître le chômage pour réduire les salaires. Aussi vous faudra-t-il attribuer ce qui se passe à toutes sortes de causes sauf la vraie. Nous estimons qu'il faudra compter environ deux ans avant que vous ne puissiez prononcer en public un seul mot conforme à la vérité. »*

John Maynard Keynes, *Economic consequences of M. Churchill*, 1925 ; repris dans GD, op. cit. p. 57

## Quelques succès...

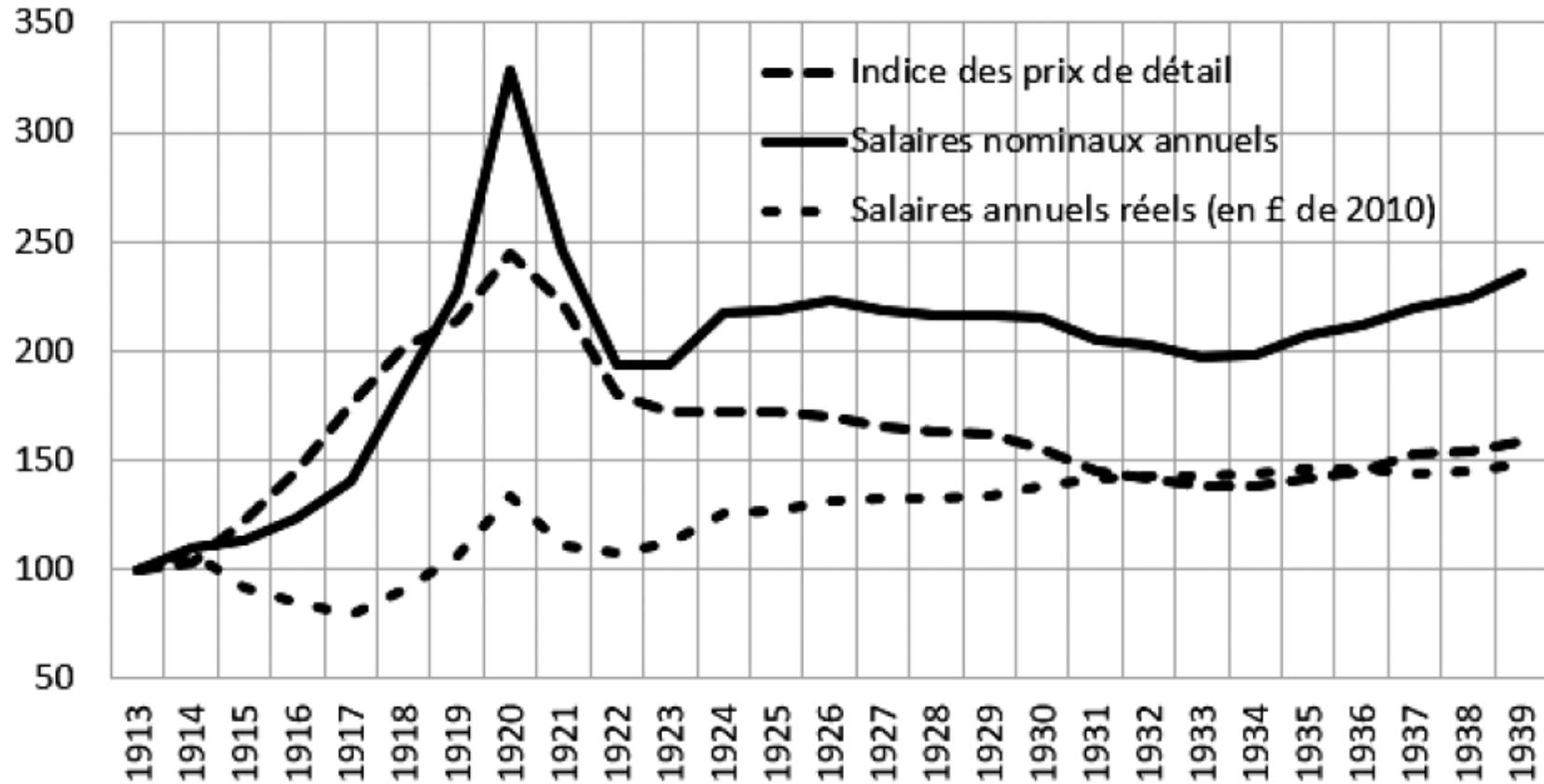
- Les prix reculent de 20% de 1920 à 1922.
- La £ est rattachée à l'or à sa parité d'avant-guerre le 28 avril 1925. La City retrouve son prestige.

## ...et des échecs patents

- Un recul du PIB de 25% entre 1920 et 1923. Le niveau du PIB de 1918 ne sera retrouvé qu'en 1929.
- Le chômage, sous-estimé (part importante de travailleurs indépendants), reste supérieur à 7% jusqu'en 1927.  
*Hunger marches* et forte agitation sociale, taux record de grèves (à 2400 JINT pour 1000 salariés). La « dole » comme « antidote anti-révolutionnaire » (M. Tacel).

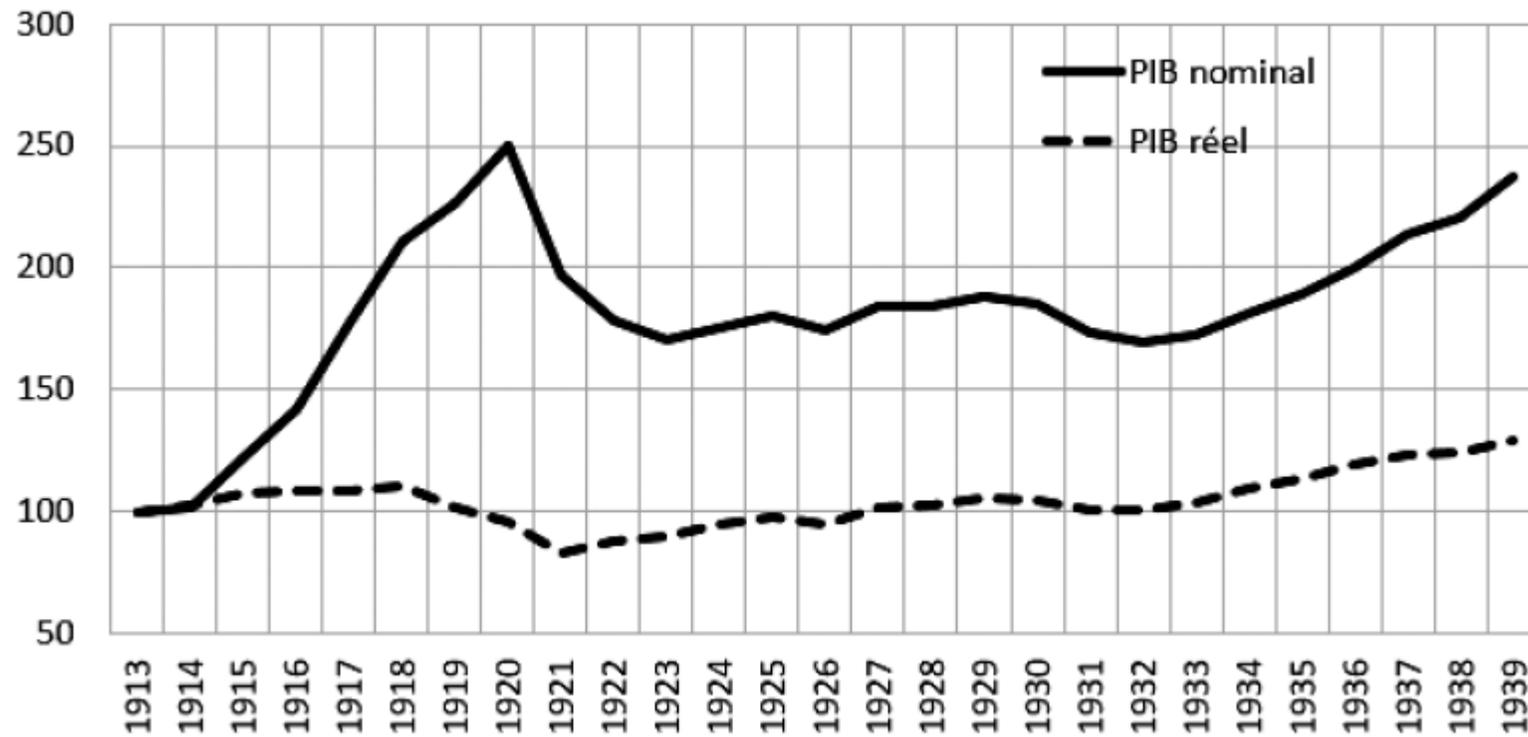
- Les prix ne baissent plus que lentement après 1923 en raison de la résistance des salaires à la baisse (déflation continue de 1920 à 1933).
- Le commerce extérieur reste déficitaire du fait de la perte de marchés extérieurs durant le conflit et du vieillissement de l'appareil productif britannique, trop peu modernisé et trop peu concurrentiel (cartels).
- Malgré les excédents budgétaires primaires de 1920 à 1938, le ratio dette publique / PIB (passé de 30 à 130% de 1913 à 1920) reste supérieur à 150% de 1921 à 1936, du fait du choc sur le PIB (réduction des recettes fiscales).
- Une décennie pire que la suivante pour les Britanniques.

## Document 39 : Prix et salaires au Royaume-Uni, 1913-1939 (1913 = 100)



Source : GD; op. cit. p. 71

## Document 40 : Croissance du PIB au Royaume-Uni de 1913 à 1939 (1913 = 100)



Source : GD; op. cit. p. 90

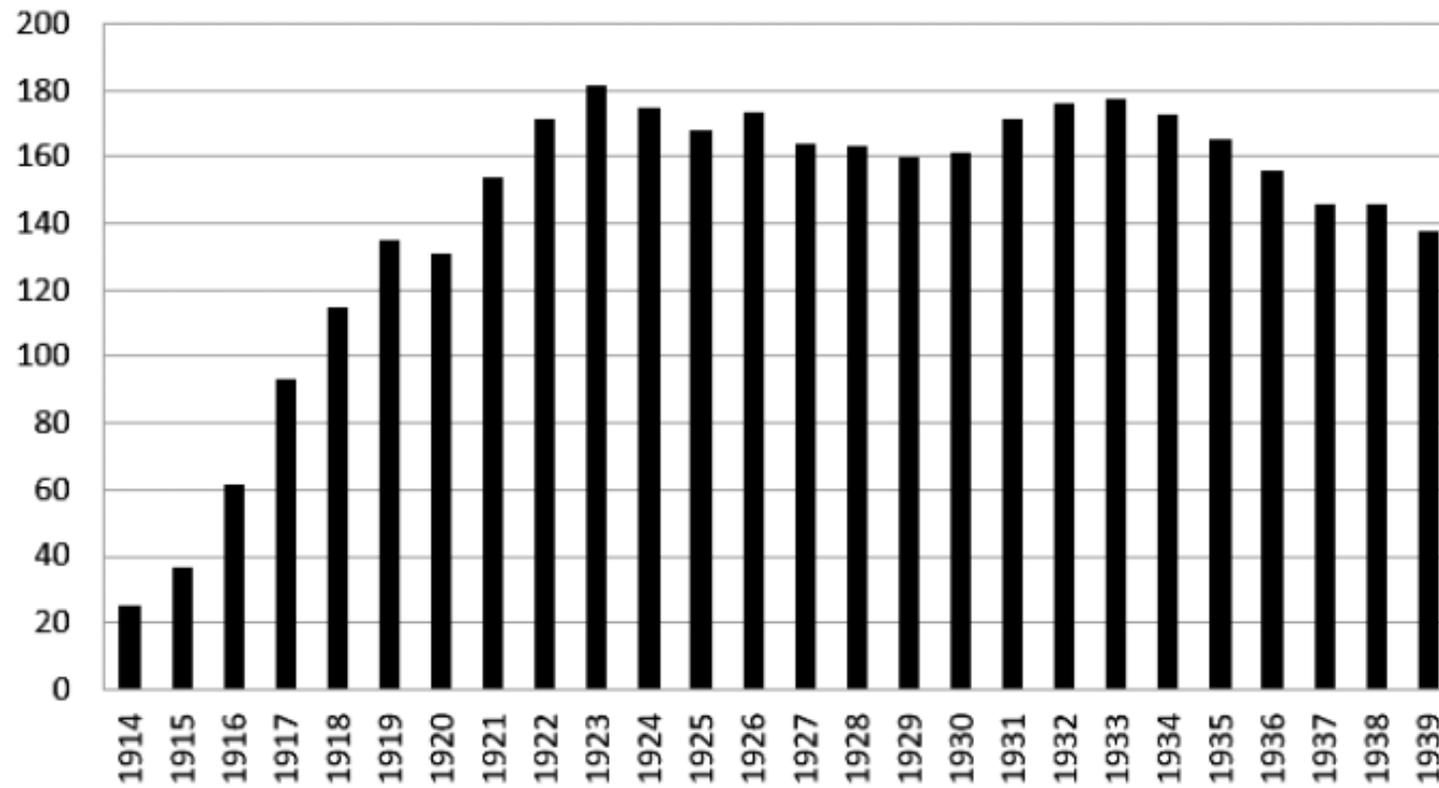
## Documents 41 : balance des paiements courants de la Grande-Bretagne, 1920-1938

	commerce des marchandises	revenus des investissements extérieurs	autres opérations courantes	or et devises	solde courant
1920-1924	- 279	+ 199	+ 221	+ 21	+ 162
1925-1929	- 395	+ 250	+ 213	+ 1	+ 68
1930-1934	- 324	+ 174	+ 127	- 66	- 89
1935-1938	- 360	+ 199	+ 133	- 77	- 105

Source : GD; op. cit. p. 85

## Documents 42 : ratio dette publique sur PIB au Royaume-Uni

Dette publique en % du PIB, 1914-1939



Source : GD; op. cit. p. 50

## Document 43 : Allocation chômage en % du salaire moyen au Royaume-Uni



Source : GD; op. cit. p. 76

### ► 1.3. Les *Roaring Twenties* aux États-Unis

- **Les « années folles »**, une phase de croissance rapide : hausse du PIB de 44% de 1921 à 1929, de 47% pour la productivité du travail
- **Les facteurs d'offre** : taylorisme et fordisme (cf doc. 21)
- **Les facteurs de demande** : hausse des salaires modérée, inférieure à celle des gains de productivité, mais naissance du crédit à la consommation, *installment credit* et *mortgages*, débuts de la consommation de masse, de la société de consommation.

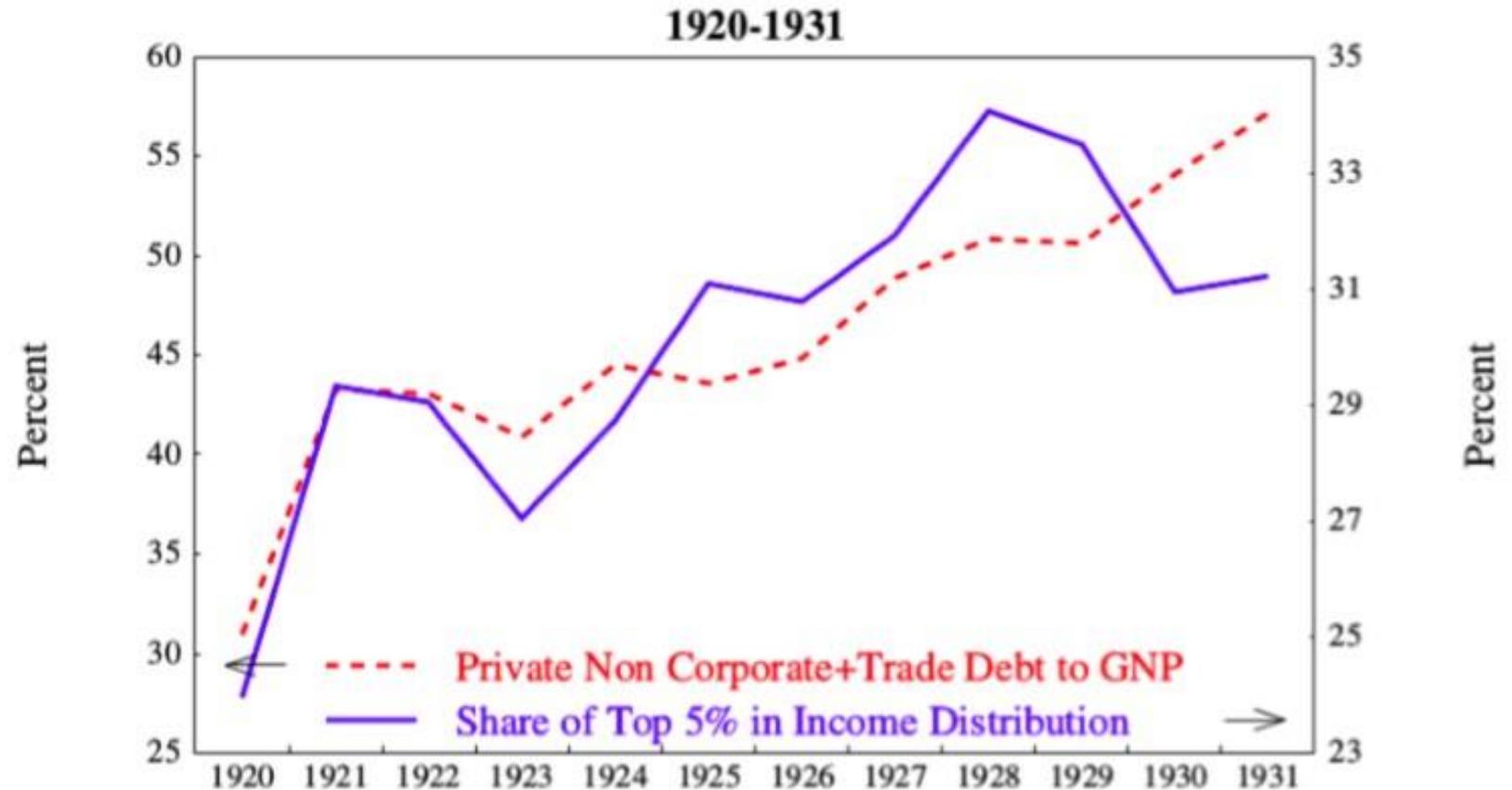
Derrière l'insouciance, la gestation de la prochaine crise ?

**Le paradoxe de la tranquillité** de Hyman Minsky (1977)

Un « **moment Minsky** » : malgré des bases solides (taylorisme et fordisme, industries modernes), l'investissement productif devient spéculatif et l'enthousiasme laisse place à l'euphorie et à l'aveuglement collectif.

## Document 44 :

Trois mécanismes combinés : montée des inégalités, de l'endettement et des risques financiers



Source : *Inequality, Leverage and Crisis*, Michael Kumhof et Romain Rancière, FMI, Janvier 2011 (2014)

**Document 45 :**

Source : idem  
document 39

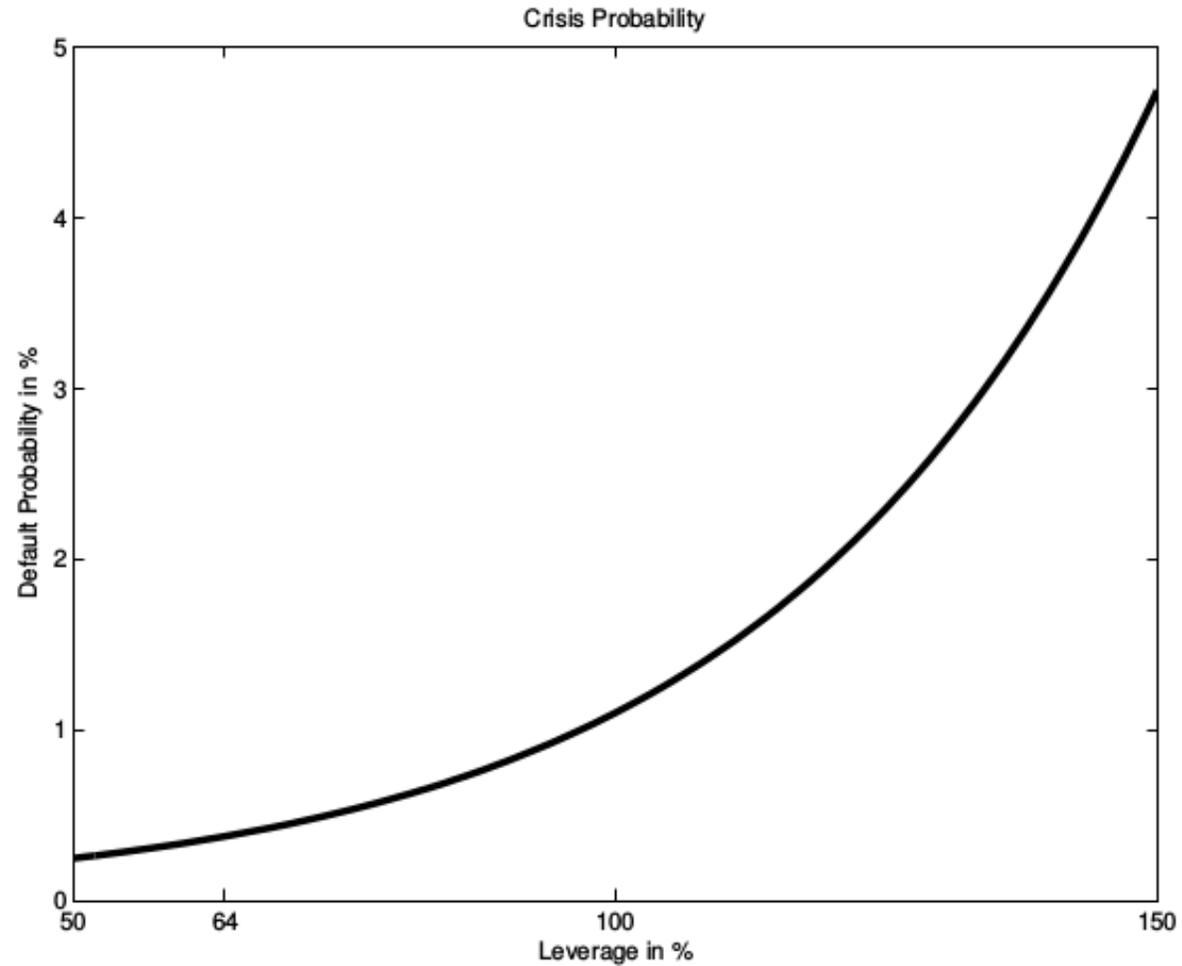


Figure 9: Leverage and Crisis Probability in the Model

## ► 1.4. La crise des années 1930

- **Les faits saillants :**  
aux USA, un krach  
boursier dramatique  
et durable,

**Document 46**



Fig. 1. — Cours des actions à la Bourse de New York de 1926 à 1938. Indice « Standard Statistics » (base : 1926 = 100).

un recul dramatique  
du PIB, provoquant  
une flambée du chômage,

**Document 47**

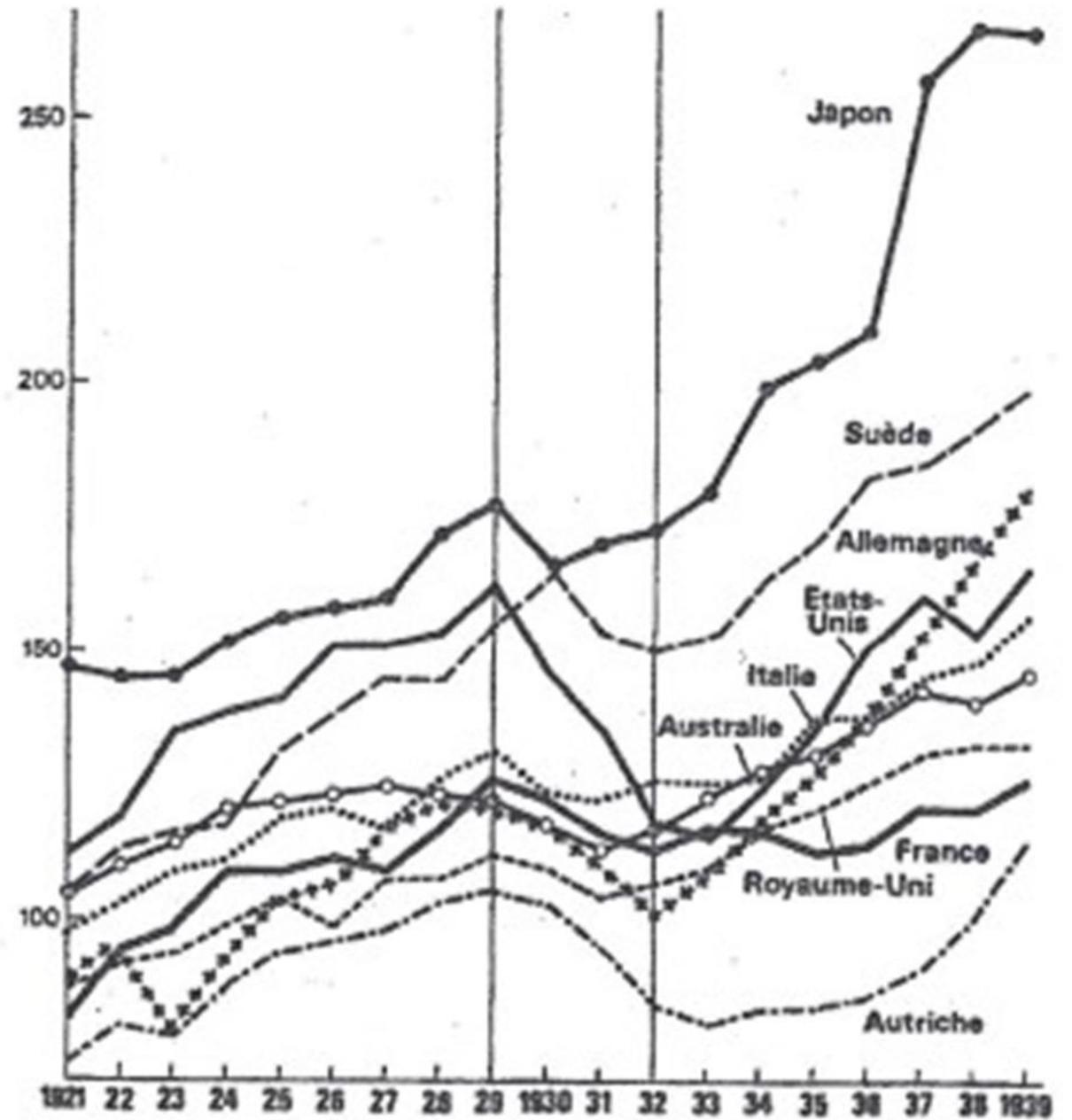


Fig. 2. — PIB en volume de quelques pays de 1921 à 1939  
(base : 1913 = 100).

Histoire & perspectives économiques  
 L1 économie-gestion, 2024/2025 – S1  
 Guy Démarest

une chute plus marquée  
 encore de la production  
 industrielle,

**Document 48** : Mouvement de  
 la production industrielle  
 (1929 = 100)

<i>Pays</i>	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
<i>Afrique :</i>									
Union Sud-Africaine	107			100	124	144	167		
<i>Amérique :</i>									
Canada	85	71	58	60	73	81	90	100	90
Etats-Unis d'Amérique	81	68	54	64	66	76	88	92	72
Chili	101	78	87	96	105	120	124	132	137
Mexique					106	134	141	147	
<i>Asie :</i>									
Japon	95	92	98	113	128	142	151	171	173
<i>Europe :</i>									
Allemagne	88	72	58	65	83	95	106	116	124
Autriche	85	70	61	63	70	80	86	103	
Belgique	89	81	69	72	73	82	87	96	80
Bulgarie							148	143	155
Danemark	108	100	91	105	117	125	130	136	135
Espagne	99	93	88	84	85	87			
Estonie	99	91	78	82	96	106	120	139	145
Finlande	91	80	83	96	117	125	139	156	156
France	100	89	77	83	78	76	80	83	79
Grèce	103	107	101	110	125	141	139	151	165
Hongrie	95	87	82	88	99	107	118	130	126
Irlande		102					143	146	
Italie	92	78	67	74	80	94	87	100	98
Lettonie	109	89	82	112	130	137	143	161	175
Norvège	101	78	93	94	98	108	118	130	127
Pays-Bas	102	96	84	91	93	90	91	103	104
Pologne	88	77	63	69	77	83	93	109	118
Roumanie	97	102	89	103	124	122	130	132	132
Royaume-Uni	92	84	83	88	99	106	116	124	116
Suède	102	96	89	91	110	123	135	149	146
Tchécoslovaquie	89	81	64	60	67	70	80	96	
URSS	131	161	183	198	238	293	382	424	477
<i>Océanie :</i>									
Nouvelle-Zélande	106	104	109	113	112	121	129	126	
Monde (non compris l'URSS)	86	75	64	72	78	86	96	104	93
Monde (y compris l'URSS)	89	79	70	78	86	96	111	119	112

Source : SDN.

Histoire & perspectives économiques  
L1 économie-gestion, 2024/2025 – S1  
Guy Démarest

un effondrement  
de l'investissement,

### Document 49

	<i>Alle- magne</i>	<i>France</i>	<i>Italie</i>	<i>Suède</i>	<i>Royaume- Uni</i>	<i>Ca- nada</i>	<i>États- Unis</i>
1925	13,7	15,2	18,9	11,4	9,1		19,3
1926	13,6	17,4	19,2	11,8	8,4	15,7	19,2
1927	14,6	14,7	17,5	11,6	8,7	17,4	18,8
1928	14,5	17,5	16,7	12,4	8,9	19,2	18,4
1929	12,7	18,3	17,2	12,7	8,8	21,9	17,6
1930	11,8	20,8	17,6	13,4	8,9	20,1	15,9
1931	8,9	19,1	15,8	14,3	8,5	17,1	13,0
1932	7,5	16,4	13,3	12,1	7,3	11,6	9,3
1933	8,7	15,7	14,4	11,0	7,2	9,1	8,8
1934	12,3	14,6	15,6	13,8	8,6	10,1	10,5
1935	15,1	14,7	17,1	16,2	9,1	11,4	11,3
1936	16,1	15,3	18,5	16,5	9,9	12,3	14,5
1937	17,0	15,6	16,9	18,7	10,6	15,4	14,8
1938		13,4	15,9	18,9	11,5	14,3	14,0

Sources : Maddison, *Economic Growth in the West*, Allen & Unwin, 1964 ; Carré, Dubois, Malinvaud, *La croissance française*, Le Seuil, 1972, pour les chiffres français.

une contraction drastique  
du commerce international,  
du fait d'une vague protectionniste,  
lancée par le tarif Hawley-Smoot  
en 1930 (tarifs douaniers)  
et la dévaluation de la livre  
sterling en 1931 (dévaluations  
compétitives, « guerre des monnaies »),

### Document 50

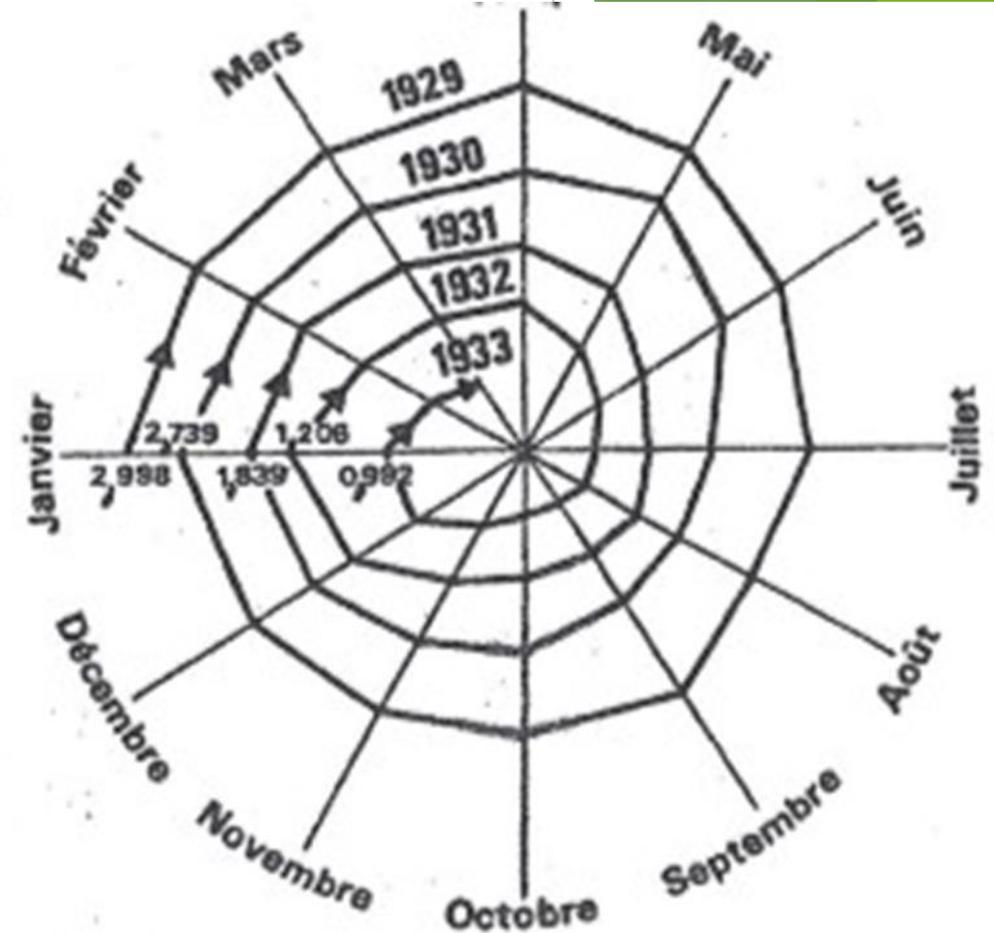


Fig. 4. — La spirale de la contraction du commerce mondial de janvier 1929 à mars 1933. Valeurs mensuelles en milliards de dollars-or, des importations de 75 pays. Source : SDN.

► **Document 51 :**  
**emploi (milliers)**  
**et total des heures**  
**travaillées (millions)**  
**1820-2003**

Etats-Unis	emploi	total des heures travaillées	Royaume-Uni	emploi	total des heures travaillées
1820	3 222	9 666	1820	8 160	24 480
1870	14 720	43 630	1870	13 157	39 260
1890	23 937	66 760	1890	15 361	43 118
1913	38 821	101 129	1913	19 884	52 176
1929	47 904	112 191	1929	18 936	43 288
1938	44 906	92 597	1938	20 818	47 194
1950	61 651	115 102	1950	22 400	43 859
1973	86 838	149 101	1973	25 076	42 328
1990	120 960	192 810	1990	26 942	44 104
2003	139 236	216 638	2003	28 716	41 724

Source : Angus Maddison, *Contours of the world economy, 1-2030 AD*, Oxford University Press, 2007, p. 384

## Document 52

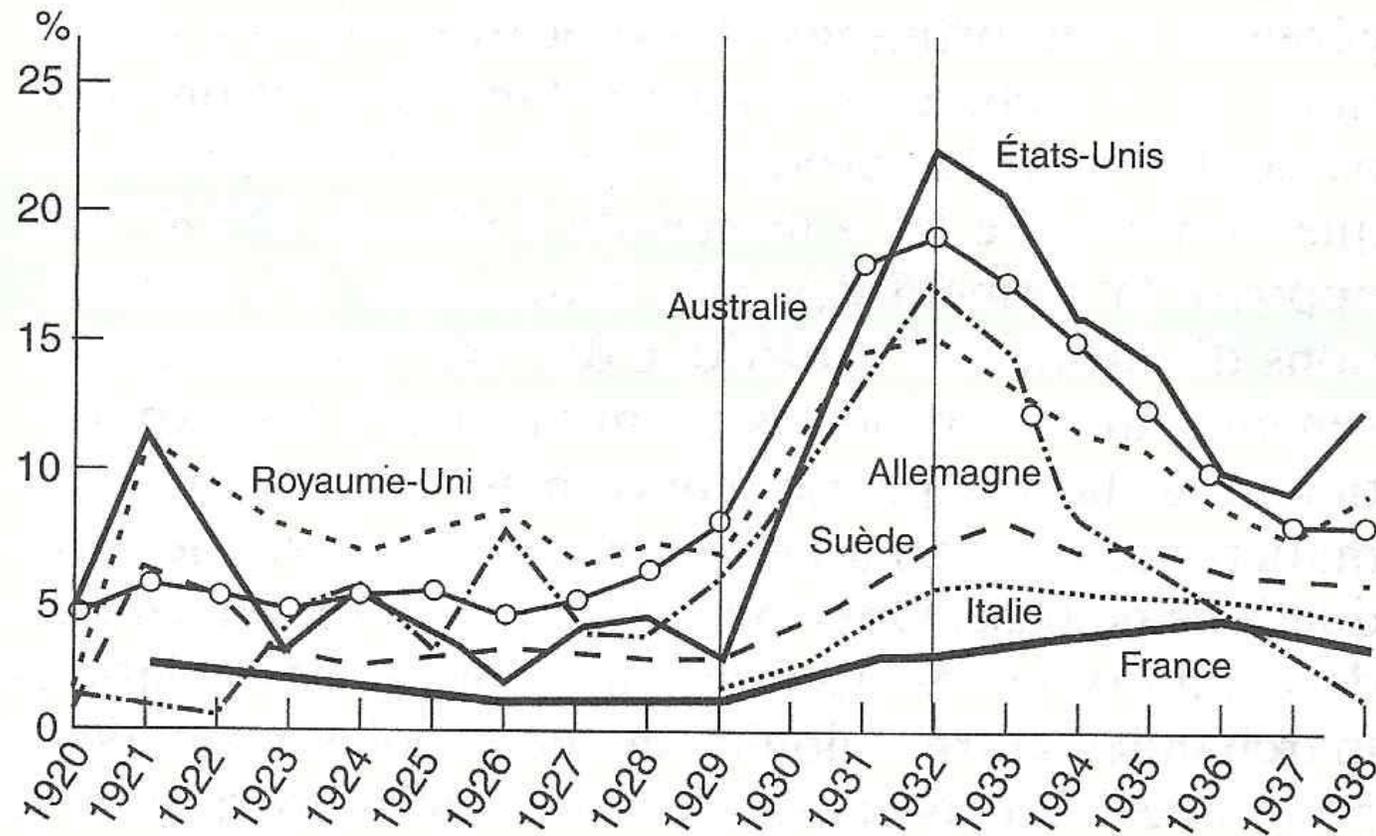


Fig. 7. – Taux de chômage dans quelques pays de 1920 à 1938 en % de la population active.  
Source : Maddison, 1981, *op. cit.*

un recul durable des prix.

### Document 53

Les documents 46 à 53 sont  
tirées de *La crise de 1929*,  
B. Gazier, Puf, 2010  
(6e édition), sauf le 51.

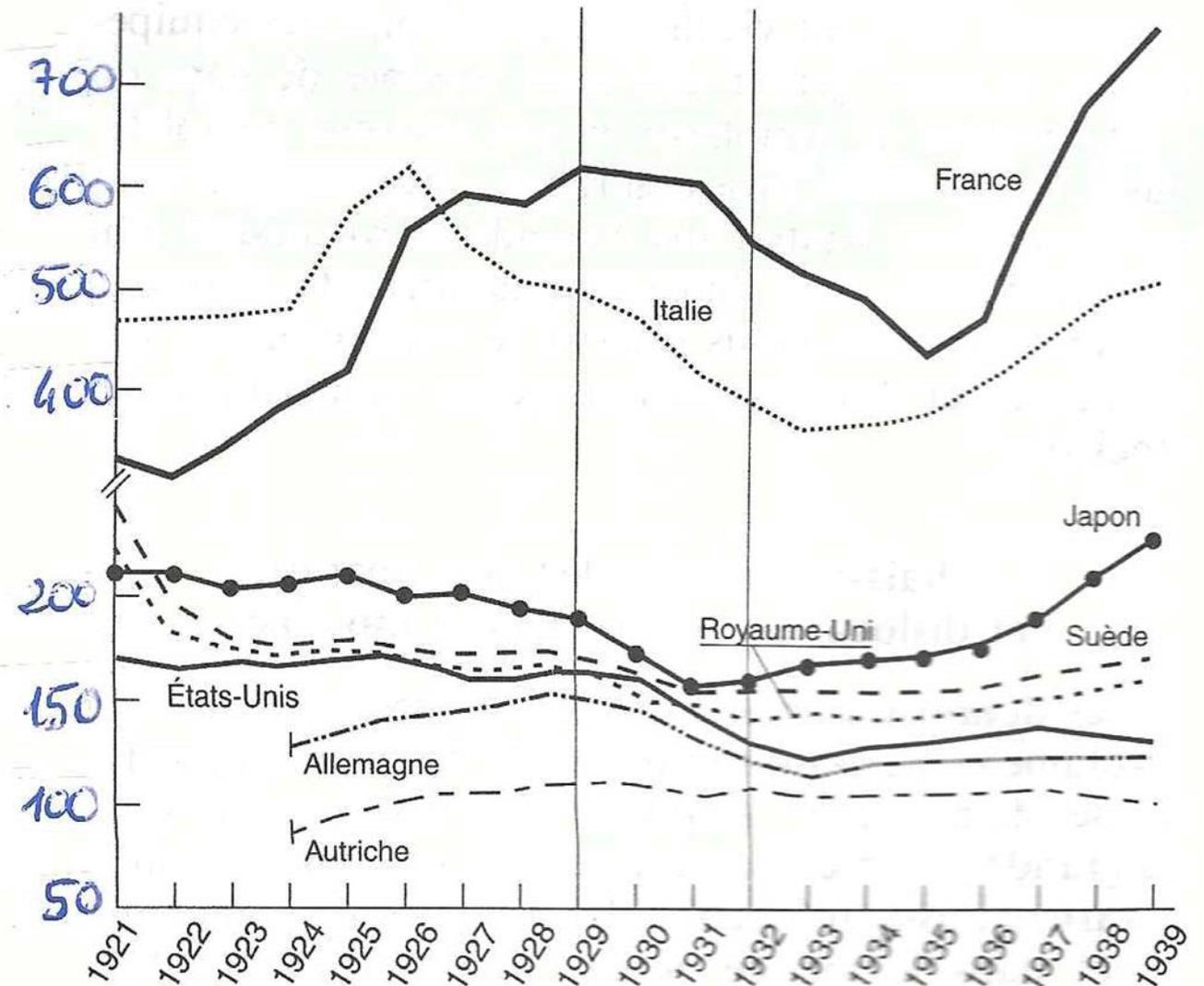


Fig. 3. – Indices des prix à la consommation de quelques pays de 1921 à 1939 (base : 1914 = 100. Source : Maddison, 1981, *op. cit.*). En raison de l'hyperinflation de 1921-1923, les indices allemands et autrichiens commencent en 1924 et sont reliés à la base par les cours de l'or

Le mécanisme de *credit crunch* au cœur de la dépression :

« *Du krach de 1929 à la déflation de 1929-1932* »

GD p. 138 à 141 à lire pour le mardi 5 novembre.

(*texte disponible sur l'ENT*)

**Questions à préparer :**

**Q1.** Citez plusieurs facteurs structurels de la crise.

**Q2.** Quelle fragilité présentait le secteur bancaire états-unien ?

**Q3.** Définissez : *credit crunch*.

**Q4.** Comment peut-il enclencher une déflation ?

**Q5.** Quels sont les 3 mécanismes par lesquels la déflation, une fois enclenchée, a alimenté la dépression ?

## ► 1.5. Les politiques anti-crise des années 1930

### \* Aux États-Unis

- Politique libérale de Hebert Hoover, laisser-faire sans intervention de régulation par les pouvoirs publics : banques et finance non régulées ; pas d'assurance des dépôts des particuliers ; pas de soutien de la demande globale : ni salaire minimum ni aides sociales.
- L'erreur de politique monétaire de la Fed (Milton Friedman, 1963) : baisse d'un tiers de la masse monétaire, aucun soutien aux banques en difficulté

- D'où poursuite de la dépression, extension du chômage, misère populaire, « Hoover-villes »
  - « *La reprise est au coin de la rue.* »  
Herbert Hoover, mars 1930
- Seule issue à la dépression envisagée, le retour du protectionnisme : loi Hawley-Smoot (1930) qui a enclenché une vague de protectionnisme, avec « guerre des monnaies » (dévaluations compétitives), accélérée à partir de 1931 (dévaluation de la £) et qui a mené à la fin des étalons-or.

**\* Les politiques déflationnistes en Europe (France, Italie, Allemagne) et la contagion mondiale de la crise :**

*« Déséquilibres internes et crise globale »*

GD p. 153 à 160 à lire pour le mardi 5 novembre.

*(texte disponible sur l'ENT)*

**Questions à préparer :**

**Q1.** Quel motif explique les politiques déflationnistes ?

**Q2.** Quels sont les points communs entre les mesures prises en France, en Italie et en Allemagne ?

**Q3.** Pourquoi ces politiques ont-elles échoué ? Avec quelles conséquences politiques, selon les pays ?

**Q4.** Comment expliquer la genèse des dévaluations compétitives ? Pourquoi est-ce une impasse ?

## \* **Le New Deal de Roosevelt : des réformes structurelles majeures...**

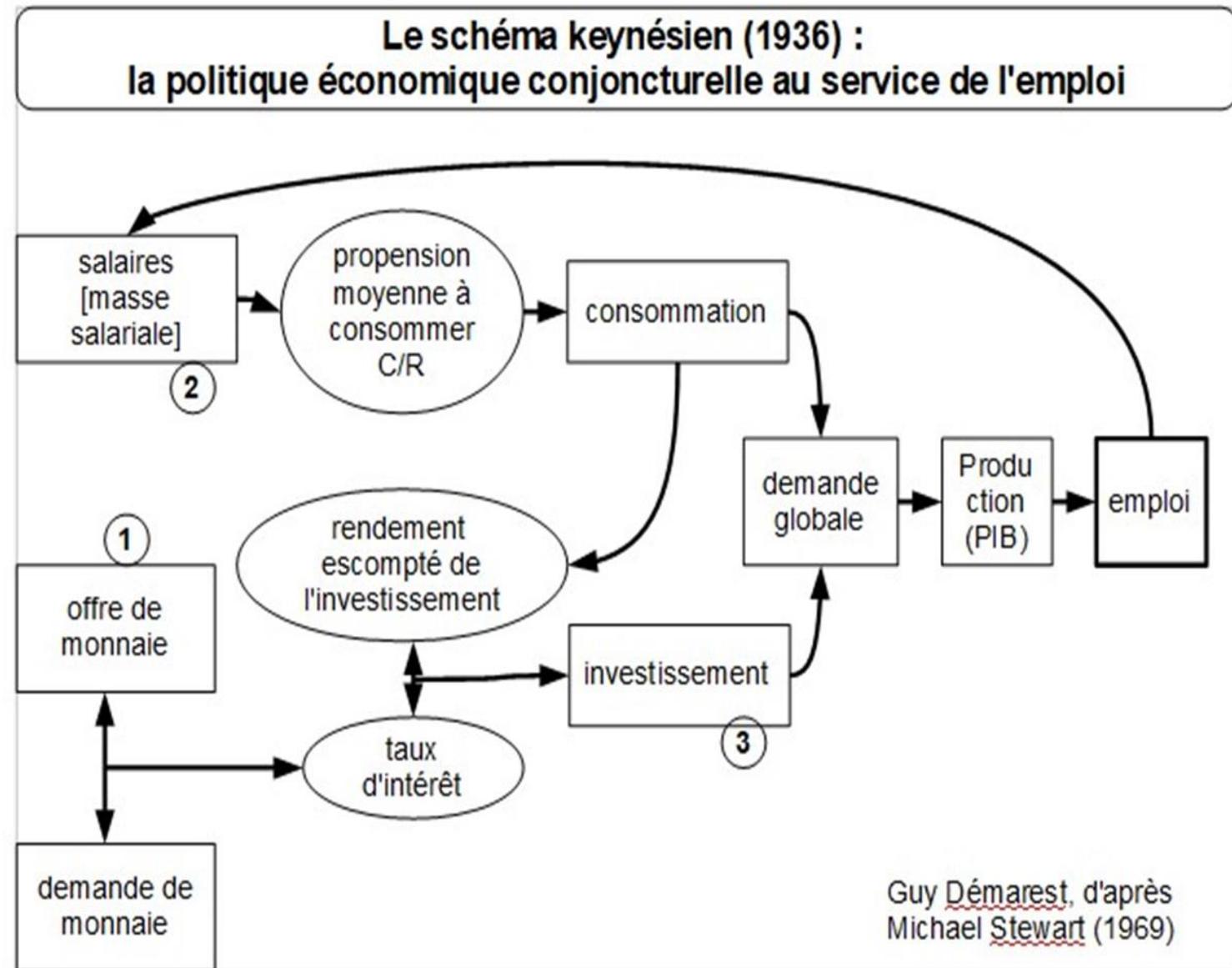
- Glass-Steagall act, juin 1933, qui sépare strictement les *commercial banks* des *investment banks* ; les banques n'ont plus le droit de détenir une compagnie d'assurances. Opposition des milieux financiers mais les rapports de la Commission Fletcher-Pecora (1932-1933) avaient révolté l'opinion.
- Création du FDIC, *federal deposit insurance corporation*, juin 1933, fonds fédéral de garantie des dépôts bancaires : tout dépôt inférieur à 10.000 \$ est garanti intégralement, et en partie pour les sommes supérieures.
- Création de la SEC, *securities and exchange commission*, en juin 1934, qui surveille et régule la Bourse.

- Social Security act en 1935 : premières assurances sociales (généralisées par Truman en 1946), dont l'assurance chômage
- Le (Robert) Wagner Act en 1935 renforce la liberté syndicale : droit de grève (secteur privé), de se syndiquer, conventions collectives.
- Institution d'un salaire minimum en 1938
- Une politique fiscale audacieuse
- FDR a dû combattre la cour suprême et les lobbies des banques, de la finance et des industriels ; il fut cependant réélu triomphalement en 1936 et 1940.
- Lois de réduction du temps de travail en 1933 (éphémère loi Black-Connery), créant 1,3 million d'emplois (cf Jason Taylor, 2009) mais pas financées donc pas durables.

**\* ...mais une politique  
conjoncturelle peu  
ambitieuse :**

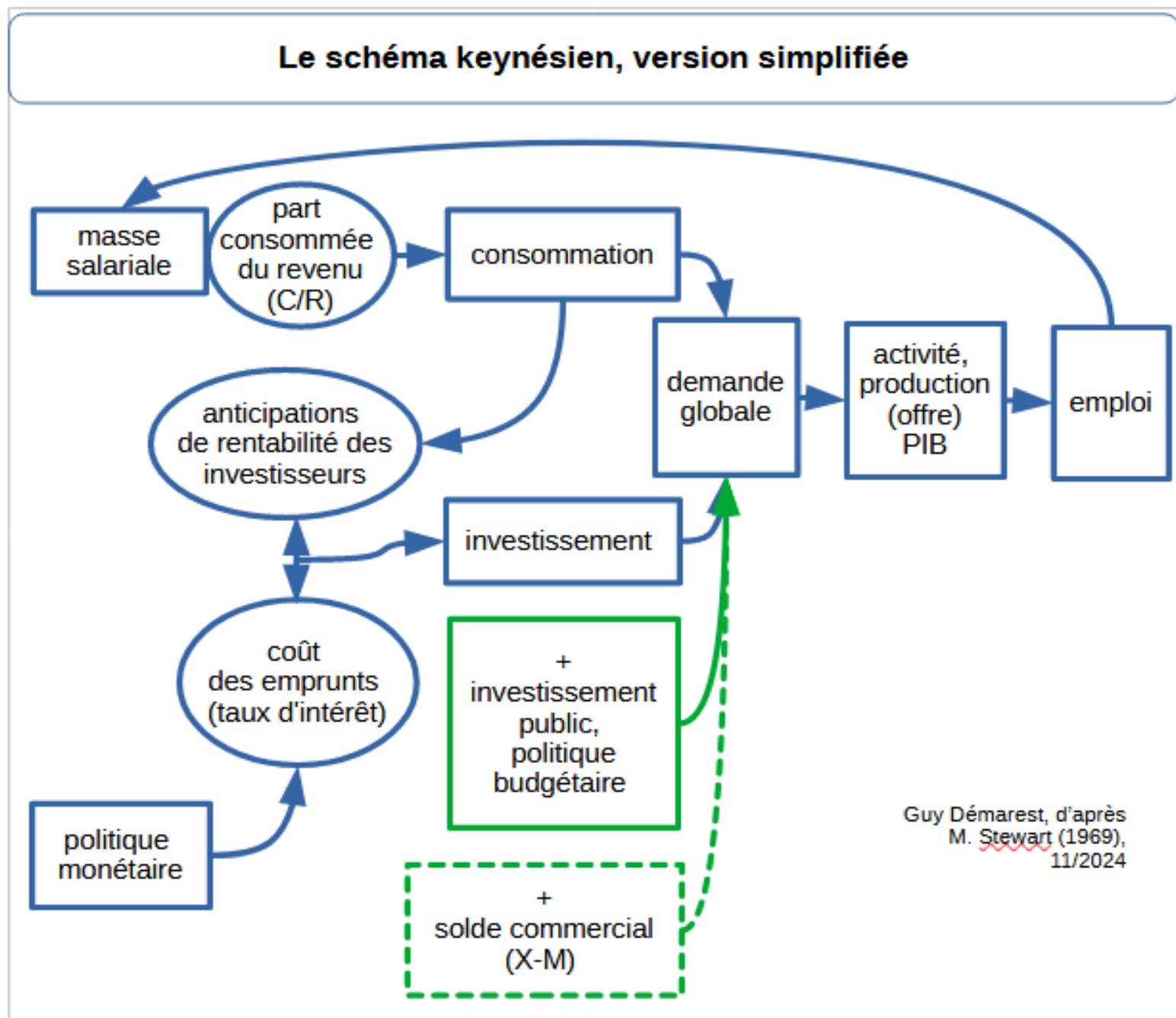
L'inspirateur : J.M. Keynes  
(1936) : rôle moteur  
de l'investissement ;  
politique de relance  
par assouplissement  
monétaire et surtout  
déficit budgétaire

**Document 54 :**



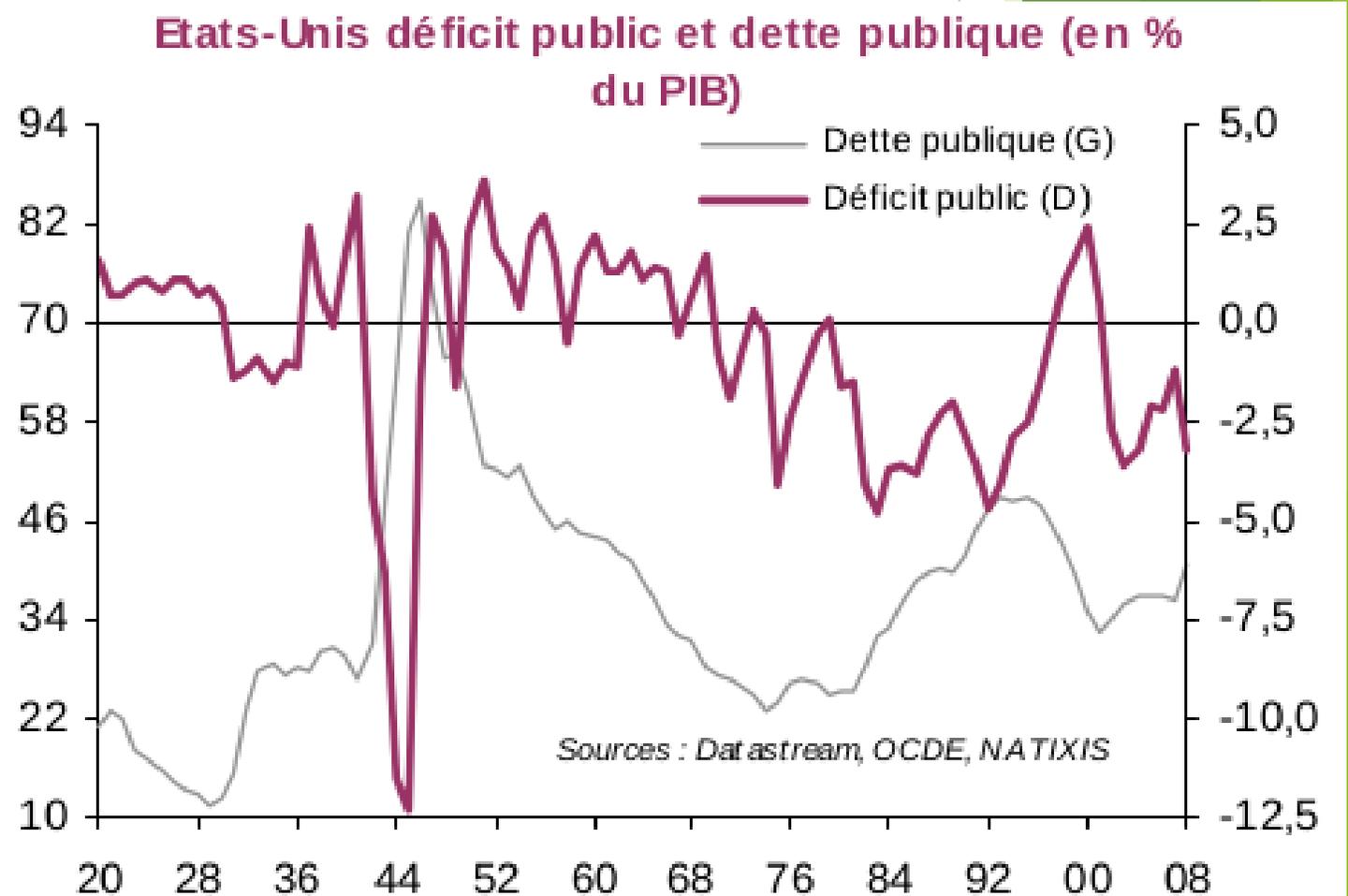
## Document 54 bis :

La logique de long terme (doc. 20) peut être perturbée par les interactions de court terme entre agrégats, qui rendent la politique de relance nécessaire.



## Document 55 : Le déficit budgétaire et la dette publique aux États-Unis de 1920 à 2008

Source : Patrick Artus, Flash économie n°303, Natixis, 02/07/2009



## ► 2. Croissance et crises du capitalisme après 1950

### ► 2.1. Les Trente glorieuses en France

- Des années « glorieuses » (Jean Fourastié, 1979) ...

\* Les facteurs d'offre : rattrapage technologique et plan Marshall (1947-1948), commerce international (GATT, 1947), stabilité monétaire (Bretton Woods, 1944) et financière, planification

\* Les facteurs de demande : hausse inédite des salaires (cf doc. 29) car compromis fordiste, syndicats puissants, SMIG (1950) puis SMIC (1970), conventions collectives (1919, 1936, 1950), Sécurité sociale (1945), Unedic (1958), bancarisation et accès au crédit à la consommation, équipement des ménages.

Ex : 8% des ouvriers équipés d'automobile en 1954, 73,6% en 1975, de 0,8% à 86,8% pour les téléviseurs, de 8,5% à 77,1% pour les machines à laver (Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, p. 295)

- ...mais aussi « ravageuses », (Christophe Bonneuil, *Une autre histoire des trente glorieuses*, 2013) :
  - \* Productivisme nécessité par le contexte, mais mise en place d'une technocratie scientifique, d'une agriculture « contre nature » : standardisation des variétés et des techniques, remembrement, perte et dévalorisation des savoirs vernaculaires ; perte de biodiversité (pollinisateurs), chute de la fertilité des sols, érosion, pollution des eaux, ...
  - \* Gaspillage énergétique : logement (mauvaise isolation, « rêve pavillonnaire », urban sprawl), transports plus individuels, hyper mobilité, débuts du tourisme de masse)

- ▶ **2.2. Le ralentissement et les politiques de l'offre après 1975**
- ▶ Les facteurs déclencheurs : les chocs des années 1970 : chocs pétroliers (1973, 1979-80), flottement monétaire, émergence des pays asiatiques dans le commerce mondial, ouverture et interdépendance croissante des économies.
- ▶ Les causes structurelles : ralentissement des gains de productivité (tertiarisation, épuisement du taylorisme) du côté de l'offre, saturation des besoins du côté de la demande

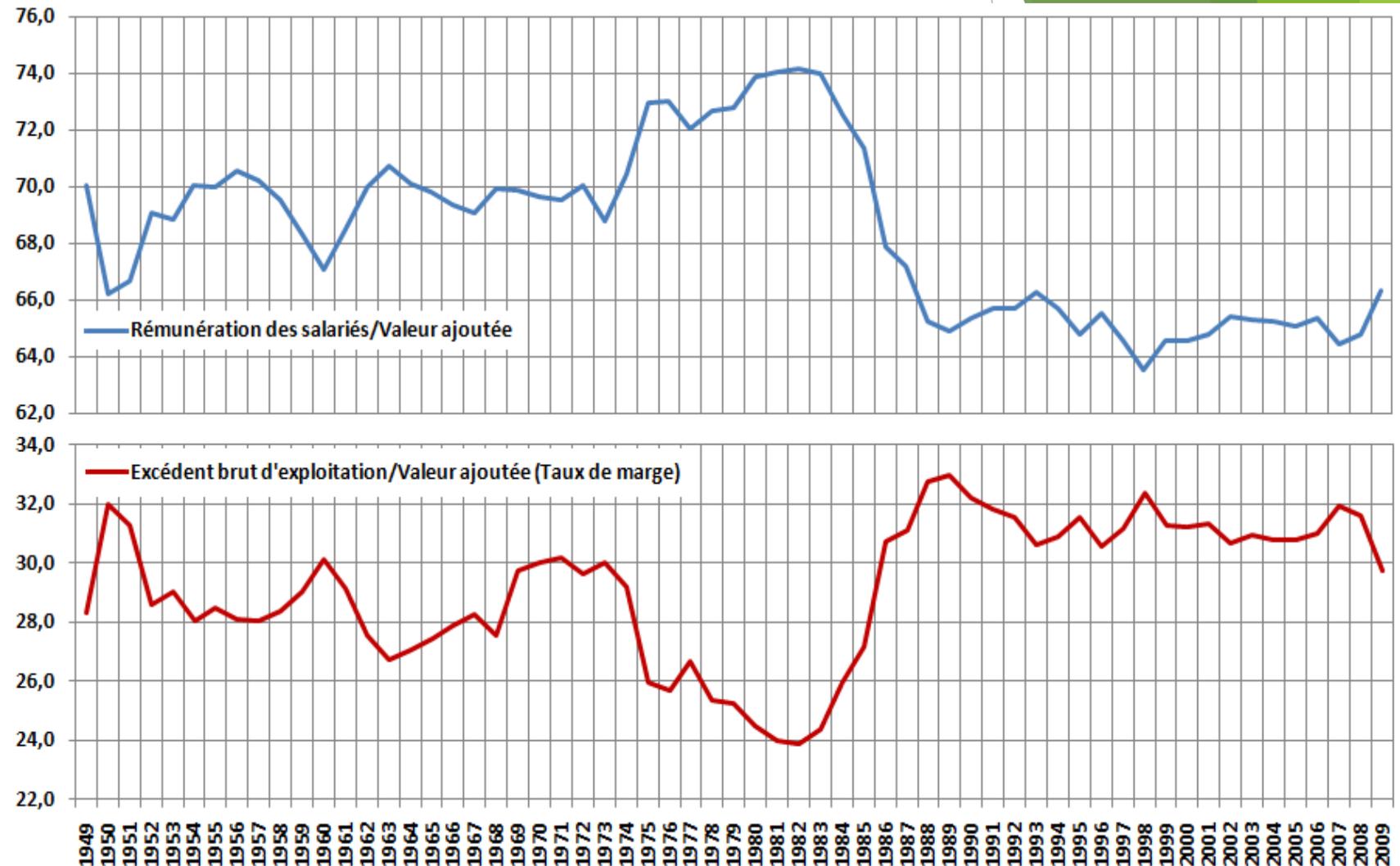
## ► **Les politiques économiques réorientées**

- Nouvelles priorités face à l'ouverture croissante des économies, revirement soutenu par les contestations théoriques du keynésianisme (Milton Friedman, Friedrich Hayek) : politiques de désinflation compétitive, modération puis austérité budgétaire et salariale pour s'adapter à la mondialisation (libérale) ; leurs effets récessifs sont compensés en partie par la politique monétaire et la montée continue de l'endettement.
- Libéralisation des économies : libéralisation financière, commerciale et sur les marchés du travail (dérégulations, privatisations).

# Document 56 (= 1')

## Part salariale et taux de marge en France, 1949-2009

Source : INSEE, 2009

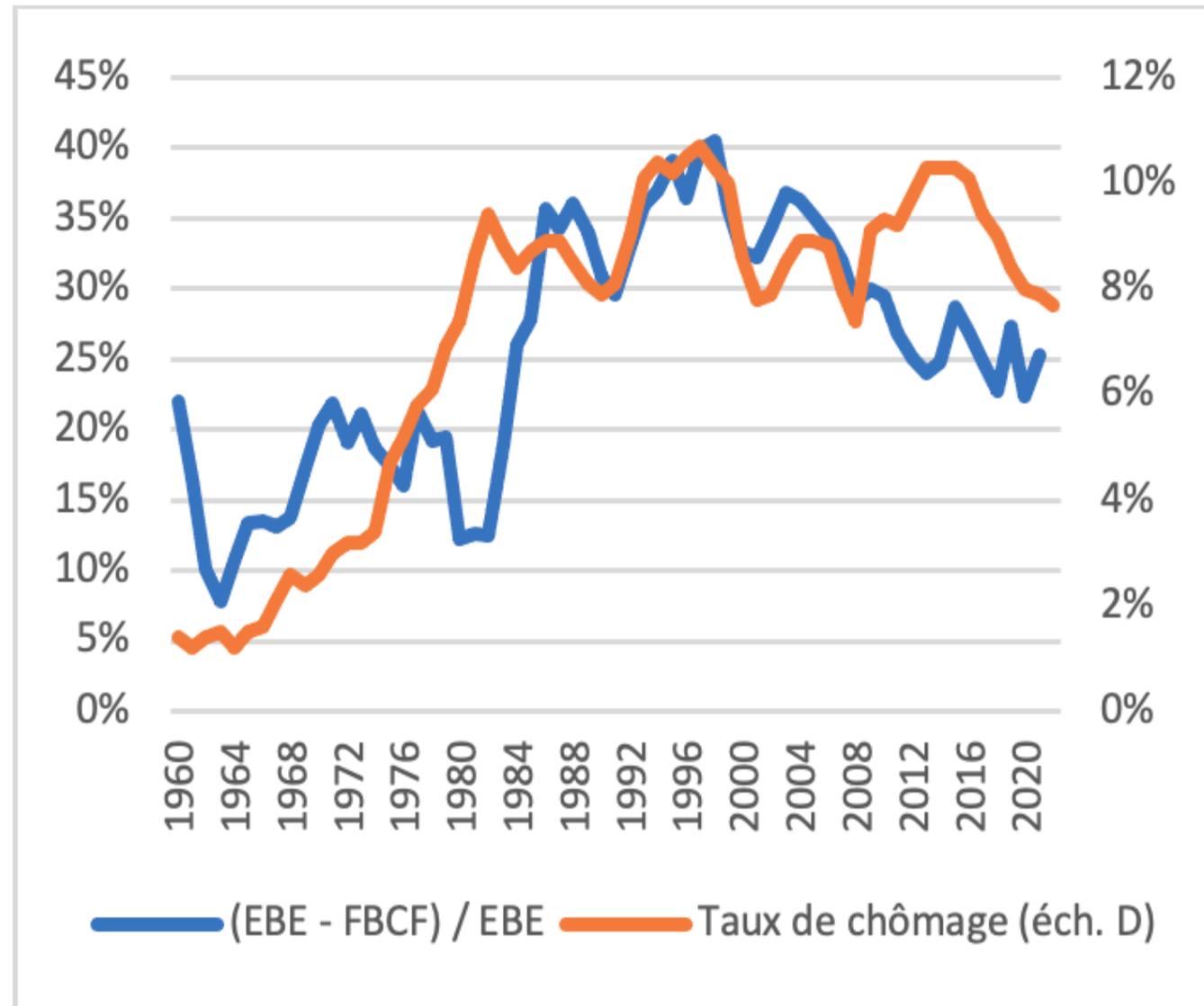


## Document 57

Part des profits non-investis  
par les sociétés non financières  
et taux de chômage en France

Source : *La répartition de la  
valeur ajoutée, où en est-on ?*

T. Dallery et alii, 28/06/23 ;  
données Eurostat et AMECO



Des orientations qui entretiennent la faible croissance :

*« La financiarisation contribue à modifier l'affectation des profits, en les dirigeant davantage vers les dividendes et les rachats d'actions, au détriment de l'investissement des entreprises. Il en résulte une macroéconomie [structurellement] dépressionnaire, laquelle favorise un essor du chômage qui discipline les revendications salariales. Les dernières décennies ont également vu se multiplier les réformes du marché du travail, fragilisant les institutions protectrices des salariés (syndicats notamment), et contribuant donc aussi à la compression de la part des salaires. »*

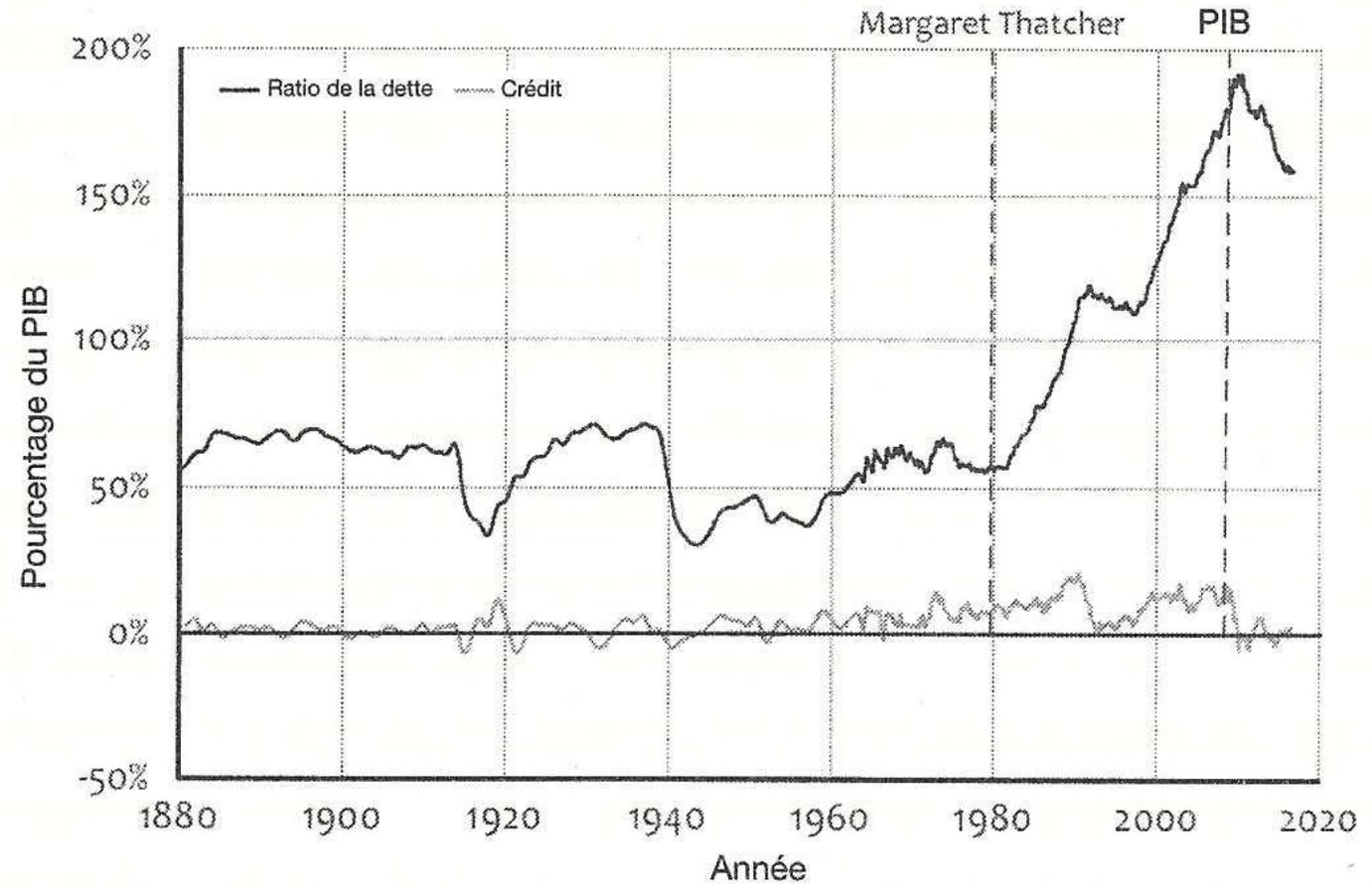
Dallery et alii, op. cit.

Cette régulation favorable au capital affaiblit structurellement la demande intérieure (Lawrence Summers). Cela conduit à rechercher une issue dans l'endettement, en interne, et dans la demande extérieure via le solde commercial, en externe (avec risque de guerre commerciale).

## Document 58



### Figure 16: L'endettement privé au Royaume-Uni depuis 1880



## QCM

<b>23. Dans l'entre-deux guerres (1918-1939), lorsqu'ils sont revenus à l'étalon-or, les gouvernements des principaux pays européens (Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie) ...</b>	<b>exact</b>
a) ont mis en œuvre des relances budgétaires pour soutenir leurs économies.	
b) ont conduit des politiques de dévaluation interne, avant de se tourner vers le protectionnisme.	X
c) ont associé austérité budgétaire et relance monétaire et salariale afin d'équilibrer leur économie.	

**24. En 1920, le gouvernement britannique a choisi une politique de déflation compétitive ...** **exact**

a) parce qu'il était impossible de dévaluer la livre sterling.

b) parce qu'il n'était pas nécessaire de dévaluer la livre sterling.

c) par fierté nationale (retour à l'étalon-or) et pour rétablir la position de la City de Londres.

X

**25. Durant les années 1920 aux Etats-Unis, les inégalités ...** **exact**

a) se sont réduites grâce à la forte hausse des salaires et à l'essor du crédit à la consommation.

b) ont été réduites par l'essor de l'Etat-providence.

c) se sont creusées du fait de la faible régulation de l'économie.

X

26. L'ampleur de la crise de 1929 est due ...	exact
a) aux erreurs de politique monétaire : la Fed n'a pas soutenu les banques, qui ont fait faillite en cascade (Milton Friedman).	X
b) à la déflation qui a alourdi le taux d'intérêt réel, ce qui a écrasé sous le poids de leurs dettes tous les emprunteurs, notamment les entreprises (Irving Fisher).	X
c) à l'absence de politique budgétaire soutenant la demande globale, qui s'est effondrée de manière cumulative (John Maynard Keynes).	X

<b>27. Durant la crise de 1929, aux Etats-Unis, les salaires réels des ouvriers ...</b>	<b>exact</b>
a) ont baissé, comme les prix.	
b) ont baissé, car leurs salaires ont chuté plus vite que les prix (rigidité des prix à la baisse).	
c) ont augmenté, car les salaires ont reculé moins vite que les prix (rigidité des salaires à la baisse).	X

## 28. Le New Deal du président Roosevelt ...

exact

a) est un exemple de relance keynésienne par déficit budgétaire massif, avec un déficit budgétaire dépassant 5% du PIB.

b) est un exemple limité de relance keynésienne, le déficit budgétaire ne dépassant pas 1,5% du PIB.

X

c) est un contre-exemple de relance keynésienne, car le budget fédéral est resté équilibré de 1933 à 1938.

**29. Aux Etats-Unis, l'engrenage de la dépression et de la déflation, qui a duré de 1929 à 1932 au moins, a été provoqué ...**

**exact**

a) par le krach boursier d'octobre 1929.

b) par un *credit crunch* provoqué par les nombreuses faillites de banques.

X

c) par la montée cumulative des protectionnismes nationaux (hausse des tarifs douaniers et dévaluation compétitives).

X

30. Après 1983, en France, la part salariale (masse salariale sur PIB) ...	exact
a) a diminué drastiquement et elle n'a pas retrouvé depuis son niveau des Trente glorieuses.	X
b) s'est stabilisée au niveau qu'elle avait durant les Trente glorieuses, après une période de réajustement.	
c) a continué à augmenter, mais plus lentement que durant les Trente glorieuses.	

► **Questions à réponse à rédiger**

31. Expliquez le mécanisme de déflation, par la dette (I. Fisher, 1933).  
(3 points)

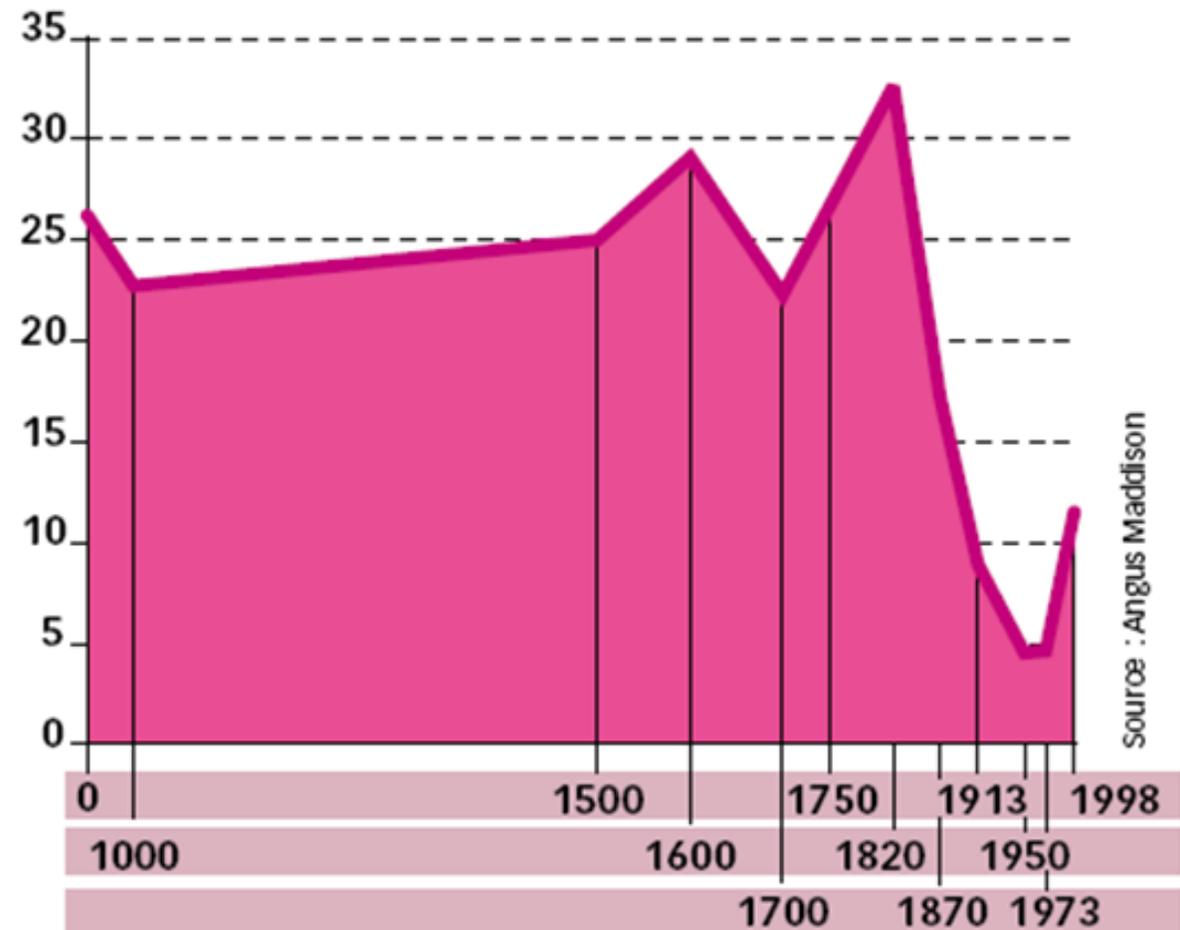
32. Aux Etats-Unis, par quels mécanismes la déflation a-t-elle entretenu la dépression économique après 1929 ? (5 points)

33. Quelles sont les causes du ralentissement des économies capitalistes industrialisées après 1975 ? (4 points)

### ► 2.3. Le réveil chinois après 1978

- Un long sommeil : institutions longtemps défavorables à la croissance

**Document 58 : Part du PIB chinois dans le PIB mondial**

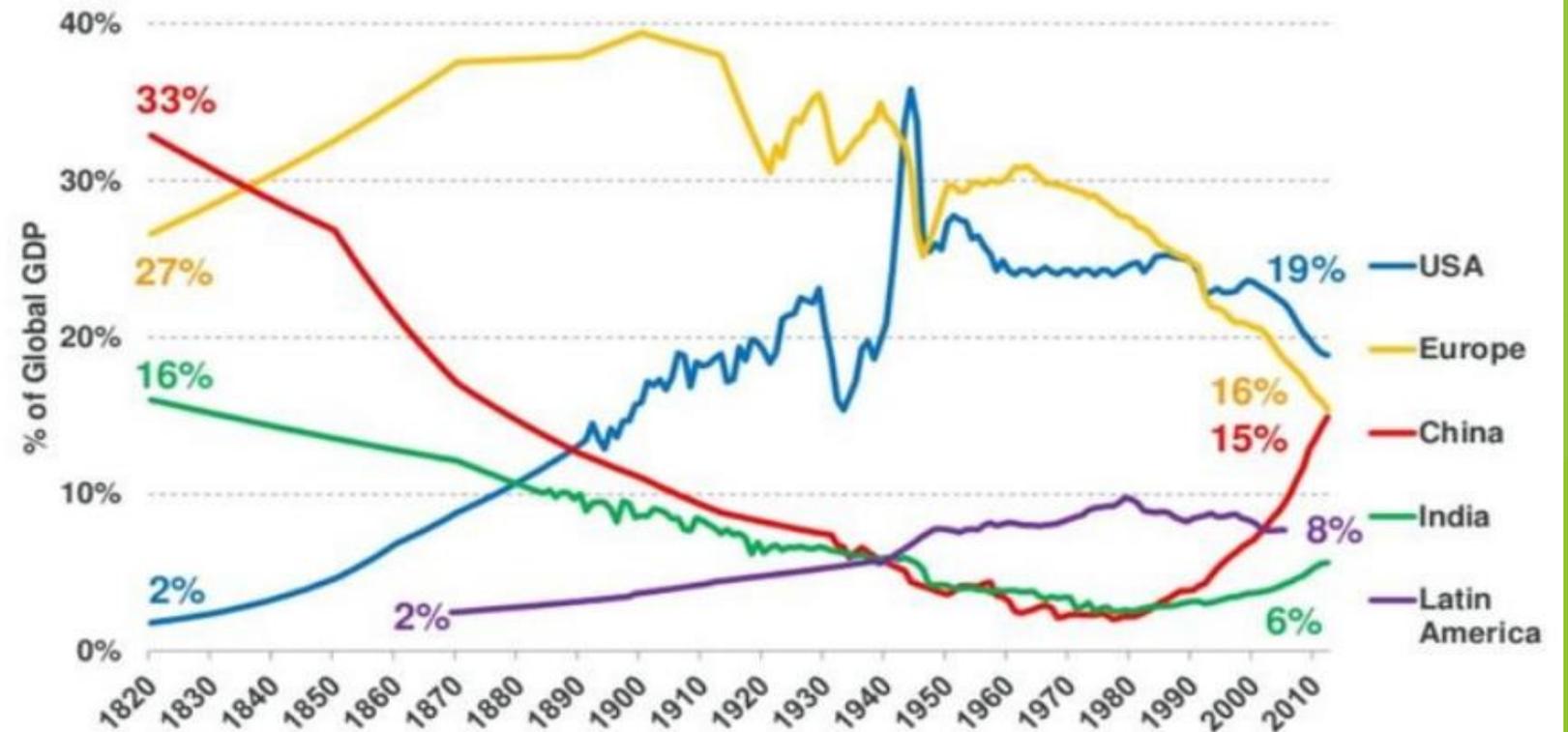


## Document 59

En 2023 : 17,7%,  
USA : 27,0%  
mais en PPA,  
18,8%,  
USA : 14,9%,  
dépassés  
en 2016

(FMI, OCDE pour la Parité de Pouvoir d'Achat)

Percent of Global GDP, 1820 – 2012,  
USA vs. Europe vs. China vs. India vs. Latin America



KPCB

Source: Angus Maddison, University of Groningen, OECD, data post 1980 based on IMF data (GDP adjusted for purchasing power parity).

- Après 1976, passage au libéralisme économique mais sans libéralisme politique
- Un décollage extrêmement rapide : de 1978 à 2022, un PIB réel multiplié par 14,7 (+ 6,3% de croissance par an en moyenne), et par 11 pour le PIB réel par habitant (+ 5,6% par an). La Chine est désormais un pays à « revenu intermédiaire » (Banque mondiale). Les plus aisés et une vaste classe moyenne (300 à 400 millions d'habitants ?) vivent avec des standards qui se rapprochent du mode de vie « occidental », mais le revenu moyen par habitant ne représente que 28% de celui des Etats-Unis, 40% de celui de la France (Banque mondiale, 2022).

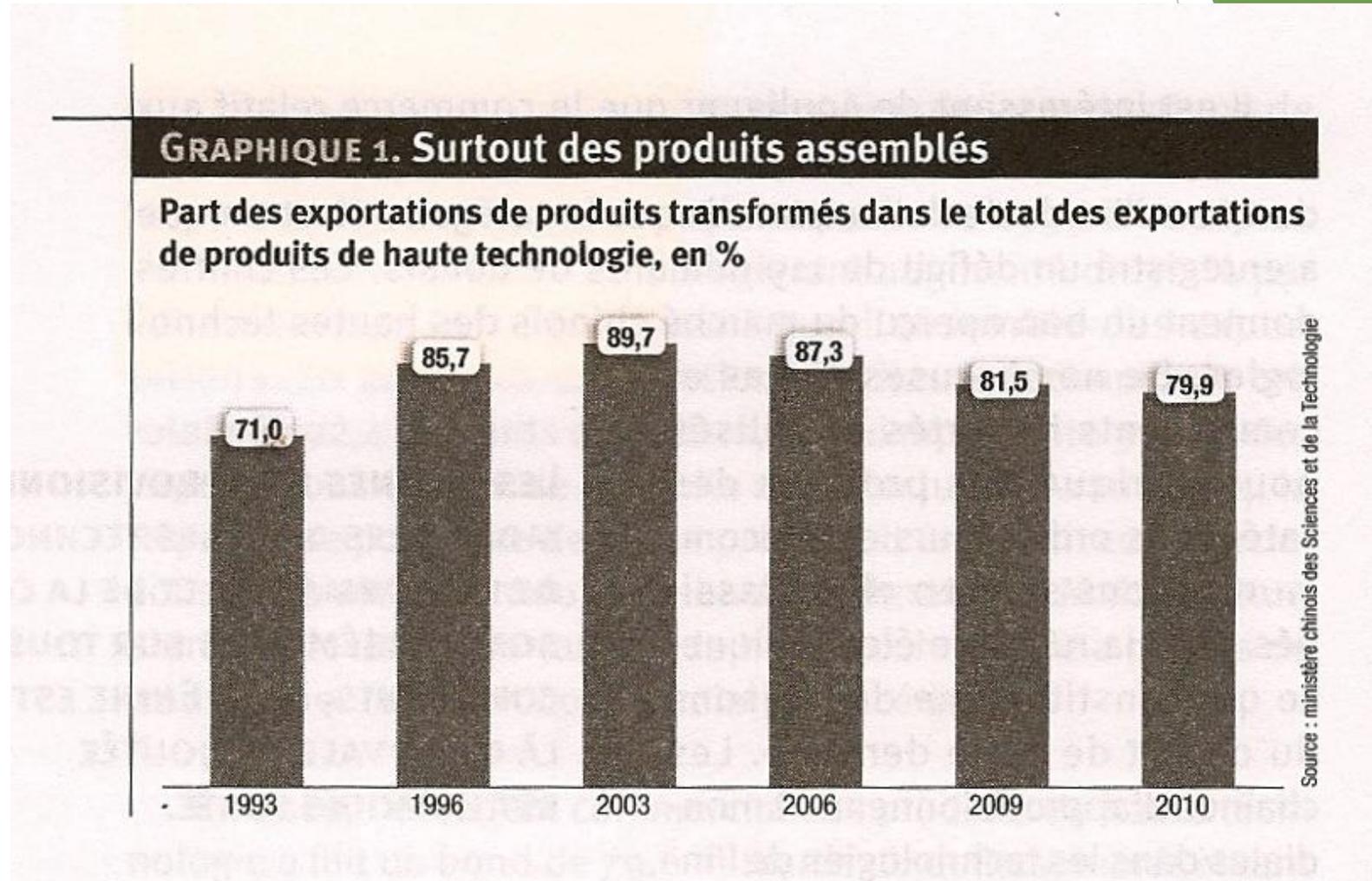
- Les mécanismes de la croissance chinoise :

**\* Les facteurs d'offre**

un développement « en vol d'oies sauvages » (K. Akamatsu, 1935), avec remontée de filières et transferts technologiques intenses (*reverse engineering* et *joint ventures* 50/50) ; un rattrapage technologique massif (ex : électronique, informatique, téléphonie, C919 commercialisé en 2023, train CRH380 en 2010, voiture électrique, ...).

Un succès commercial en trompe-l'œil ? Un « commerce de transformation » comme préalable aux remontées de filière plus complètes.

## Document 60



## Document 61

**TABLEAU 1. Les exportations chinoises de haute technologie par domaines, en 2010**

Technologies	Exportations		Importations		Balance commerciale En milliards de dollars
	En milliards de dollars	En %	En milliards de dollars	En %	
Ordinateurs et télécoms	356,0	72,3 %	93,7	22,7 %	262,3
Sciences de la vie	13,9	2,8 %	11,7	2,8 %	2,2
Electronique	77,5	15,7 %	196,2	47,5 %	- 118,7
Produits manufacturés sophistiqués	7,7	1,6 %	34,9	8,5 %	- 27,2
Aérospatiale	3,5	0,7 %	34,9	8,5 %	- 31,4
Optoélectronique	28,6	5,8 %	52,3	12,7 %	- 23,7
Biotechnologie	0,4	0,1 %	0,4	0,1 %	0,0
Matériaux	4,4	0,9 %	5,8	1,4 %	- 1,4
Autres	0,4	0,1 %	0,9	0,2 %	- 0,5
<b>Total</b>	<b>492,3</b>	<b>100 %</b>	<b>412,7</b>	<b>100 %</b>	<b>79,6</b>

Source : ministère chinois des Sciences et de la Technologie

## \* Les facteurs de demande

un modèle de croissance extravertie, où la croissance est tirée par la demande extérieure, qui alimente un taux d'investissement très élevé, pour bâtir « l'usine du monde ».

$$Y = C + I + G + (X - M)$$

iMportation de technologies pour élever la productivité des firmes ;

eXportations favorisées (bas salaires, monnaie relativement faible), l'excédent commercial permettant des profits et un taux d'investissement élevés ainsi que le développement de l'État et des infrastructures.

- Après 2012, fin de la période de croissance exceptionnelle (+7,3% de PIB réel par an entre 1978 et 2012, +3,8% sur 2012-2022) et nouveaux défis :
  - (1) Le début de la fin du rattrapage technologique : la Chine a rejoint la frontière technologique dans de nombreux domaines.
  - (2) Le réservoir de main d'œuvre bon marché se tarit : l'exode rural a eu lieu en bonne partie (Mingong), les revendications salariales se multiplient même si les salaires ouvriers restent bas.

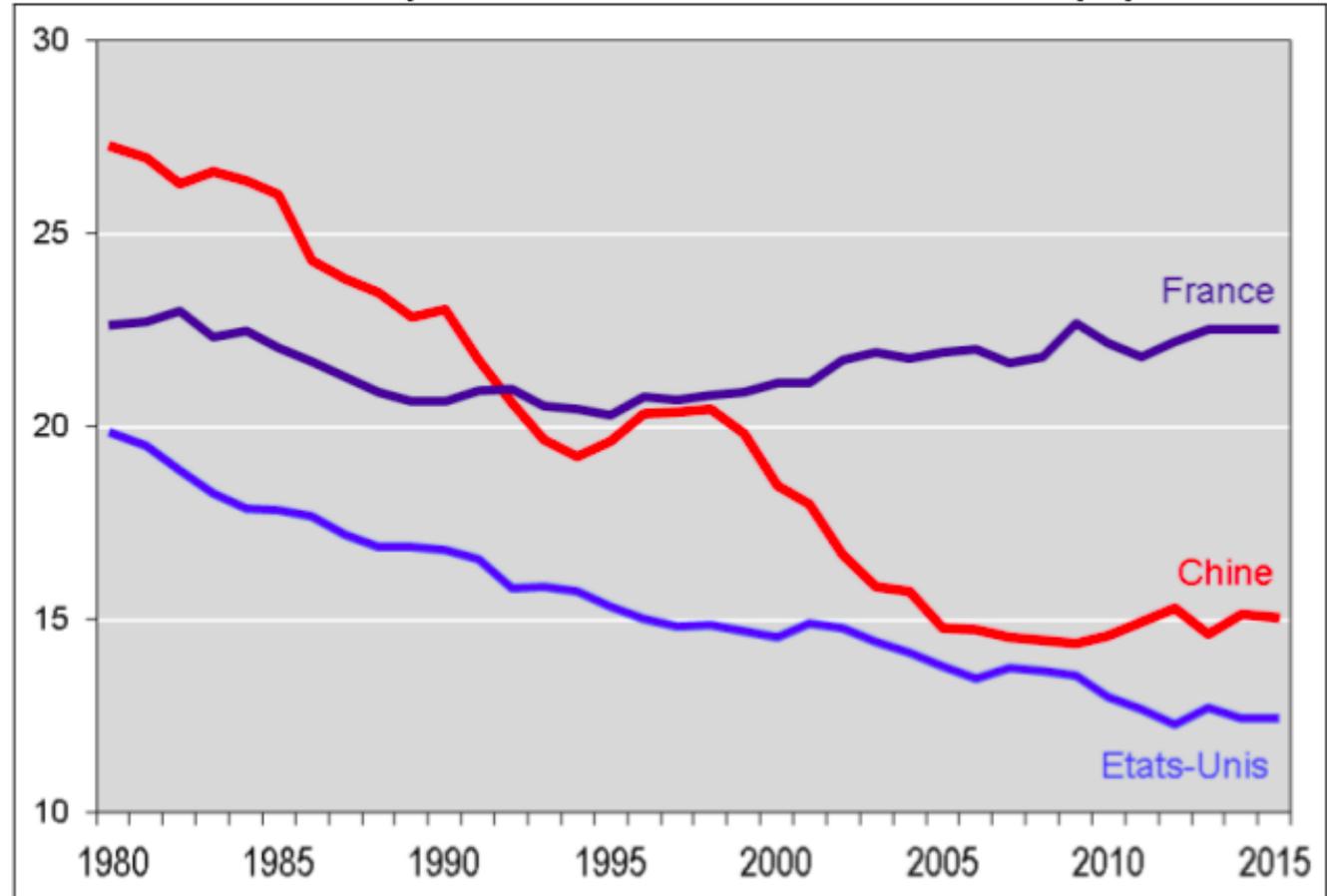
(3) Une explosion des inégalités (fin des Danwei), un taux de chômage

officiellement limité

### Document 62

(4) Désormais,  
un pays à revenu  
intermédiaire face  
au défi de  
l'activation du  
« moteur intérieur »

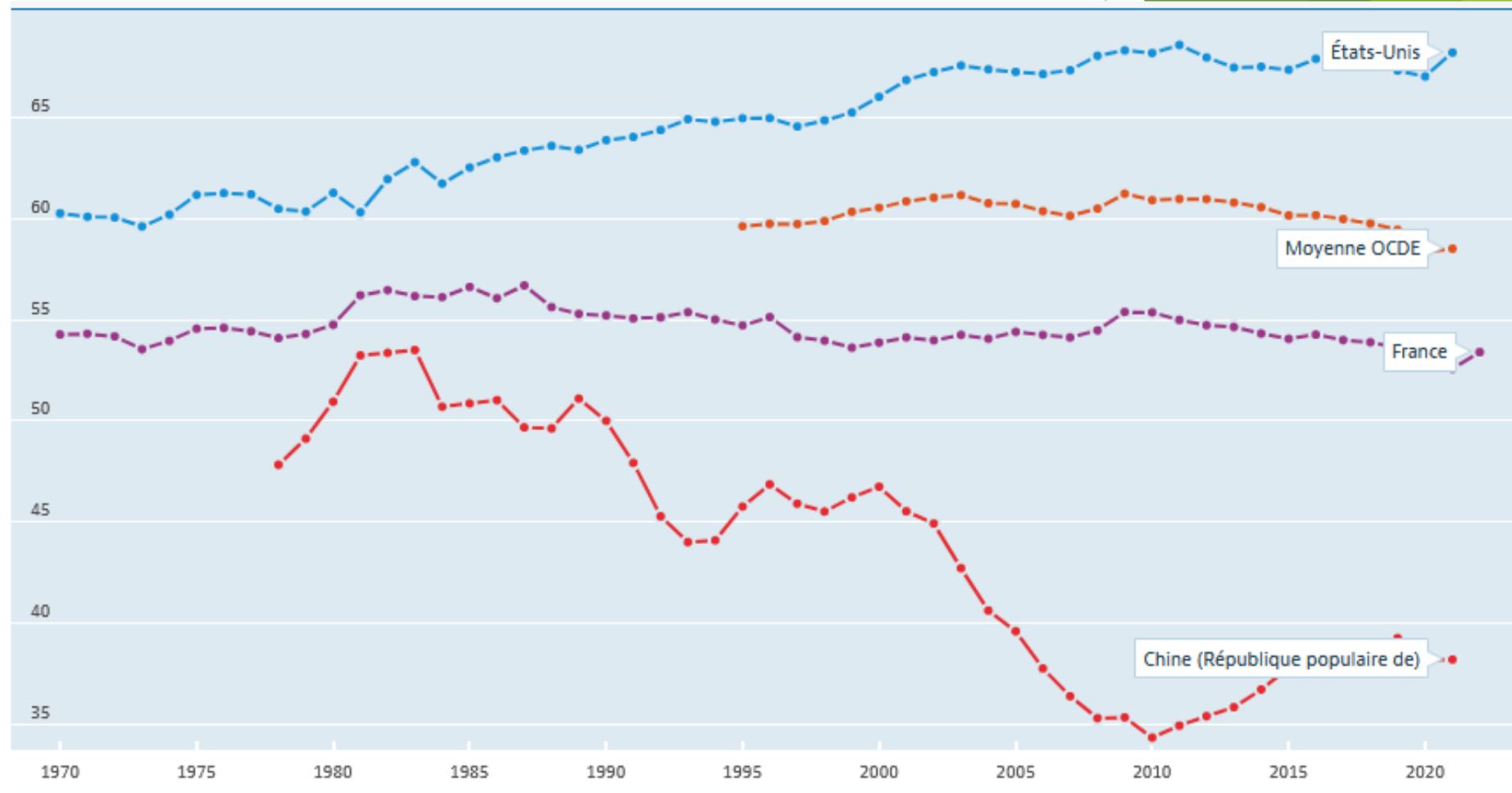
Part du revenu national qui revient à la moitié inférieure de la population, en %



Source : Alvaredo F., Chancel L., Piketty T., Saez E. et Zucman G. (2017).

## Document 63

### Dépenses de consommation finale des ménages en % du PIB, de 1970 à 2022



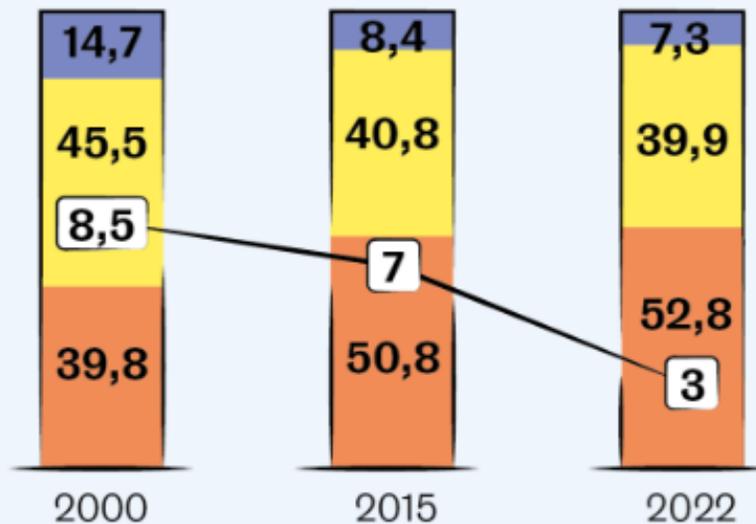
Source : <https://data.oecd.org/fr/hha/depenses-des-menages.htm>

## Document 64

### L'économie chinoise ralentit et se tourne vers le secteur tertiaire

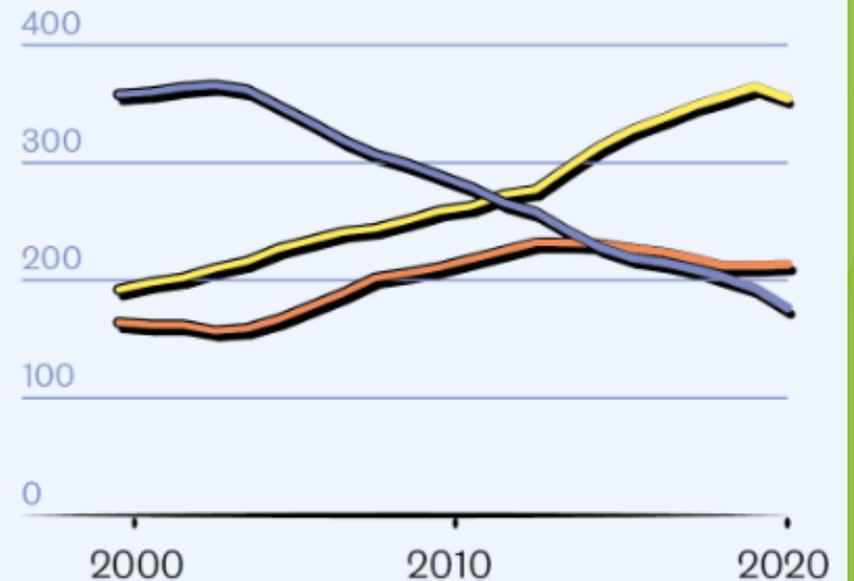
Part de chaque secteur dans le PIB de la Chine, en %

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services  
□ — Croissance économique chinoise



Evolution de l'emploi total en Chine par secteur, en millions

— Primaire — Secondaire — Tertiaire



Source : *En Chine, le chômage de masse chez les jeunes embarrasse Pékin*, Le Monde, 22 octobre 2023

## (5) Les limites d'un modèle de croissance :

- un capitalisme libéralisé mais aussi toujours en partie centralisé, (« capitalisme bureaucratique », place des entreprises publiques, contrôle sur la Banque centrale)
- un modèle de croissance extravertie vulnérable aux crises de débouchés (2008-9, 2019-21)
- un modèle social sous-développé qui stérilise les hausses (modérées) de salaires (taux d'épargne des ménages supérieur à 20% du revenu des ménages) ; salaire minimum fixé par les provinces ou les villes et non par l'Etat central.

- une croissance acquise largement à crédit (dette totale : plus de 300% du PIB en 2023 ; sans compter celles des institutions financières ...officielles, hors *shadow banking*)

D'où des entreprises « zombies », une bulle probable sur les prix immobiliers, un système financier menacé d'instabilité.

Depuis l'été 2023, le gouvernement chinois a suspendu les statistiques du chômage des jeunes (21,3% en juin 2023, peut-être davantage : 46,5% selon l'étude d'une professeure d'économie de Pékin, article censuré dès sa publication).

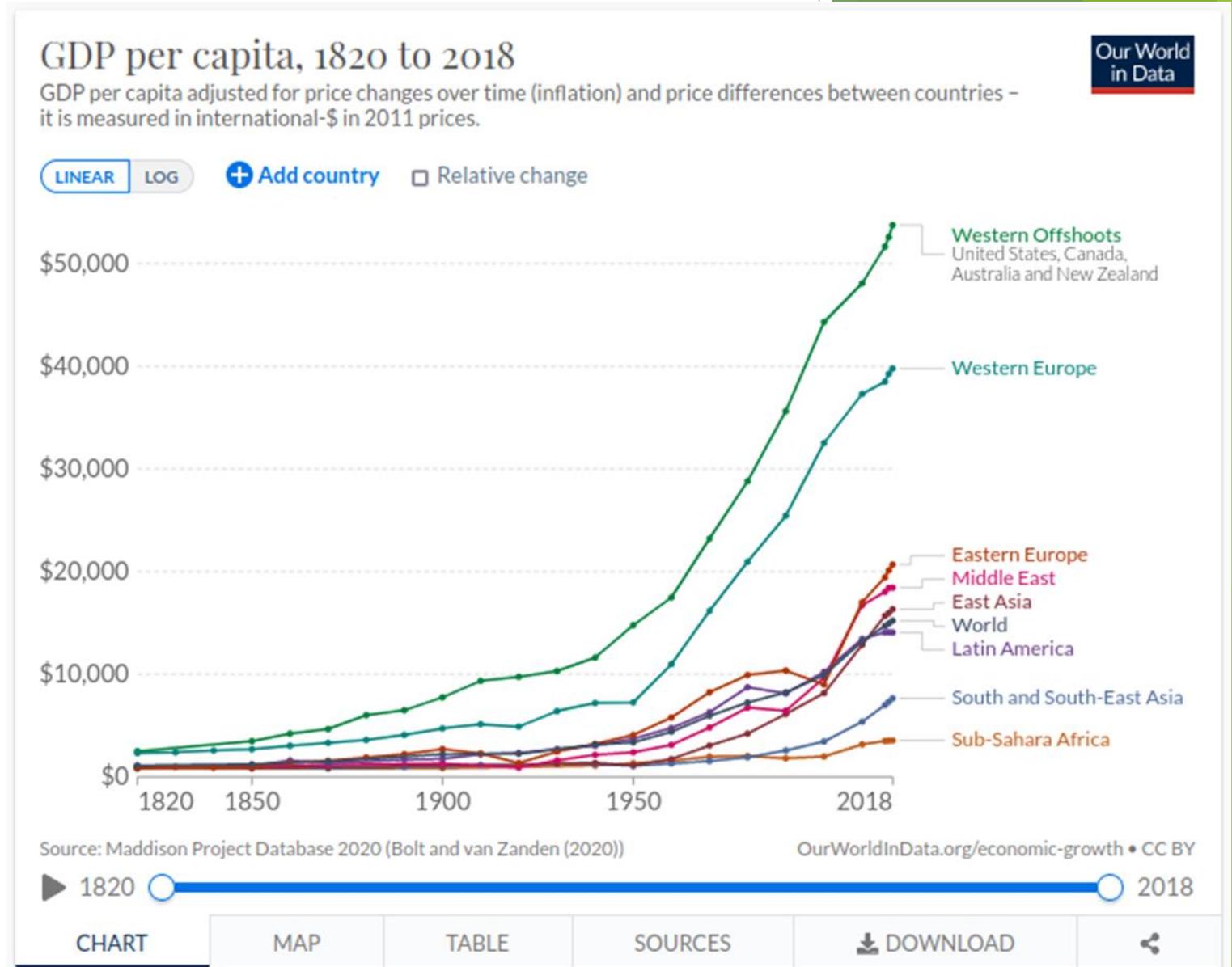
6) Un pays qui vieillit rapidement.

En résumé, des difficultés économiques, sociales et politiques paradoxalement proches de celles des pays capitalistes avancés.

## ► 2.4. Le rattrapage impossible des pays émergents ?

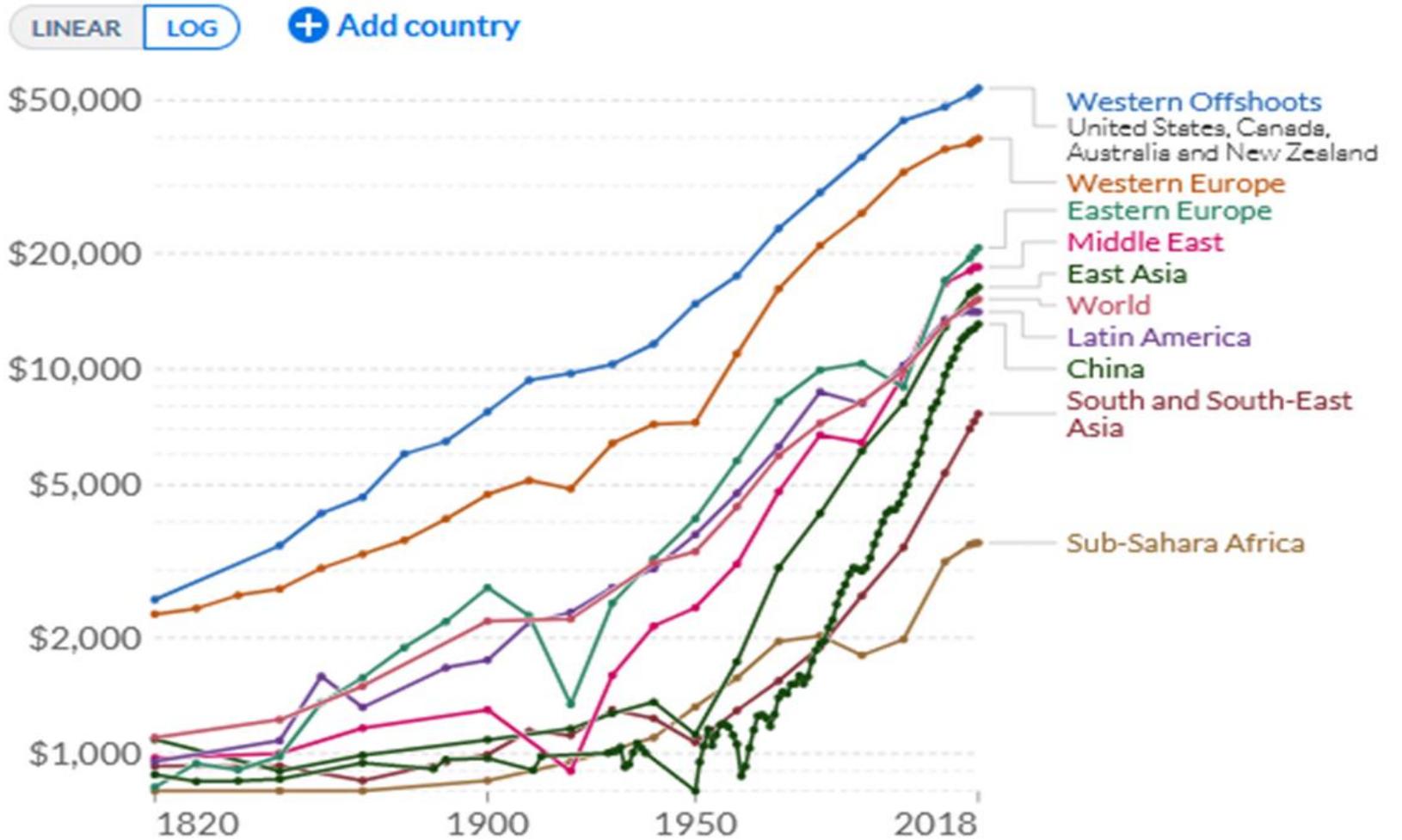
- Les faits : des écarts persistants

**Document 11** : PIB des grandes régions du Monde (1820-2014) sur un graphique linéaire



# GDP per capita, 1820 to 2018

This data is adjusted for differences in the cost of living between countries, and for inflation. It is measured in constant 2011 international- $\$$ .



Source: Maddison Project Database 2020 (Bolt and van Zanden, 2020)  
OurWorldInData.org/economic-growth • CC BY

Histoire & perspectives économiques  
L1 économie-gestion, 2024/2025 – S1  
Guy Démarest

Des régions en  
rattrapage  
et d'autres non :

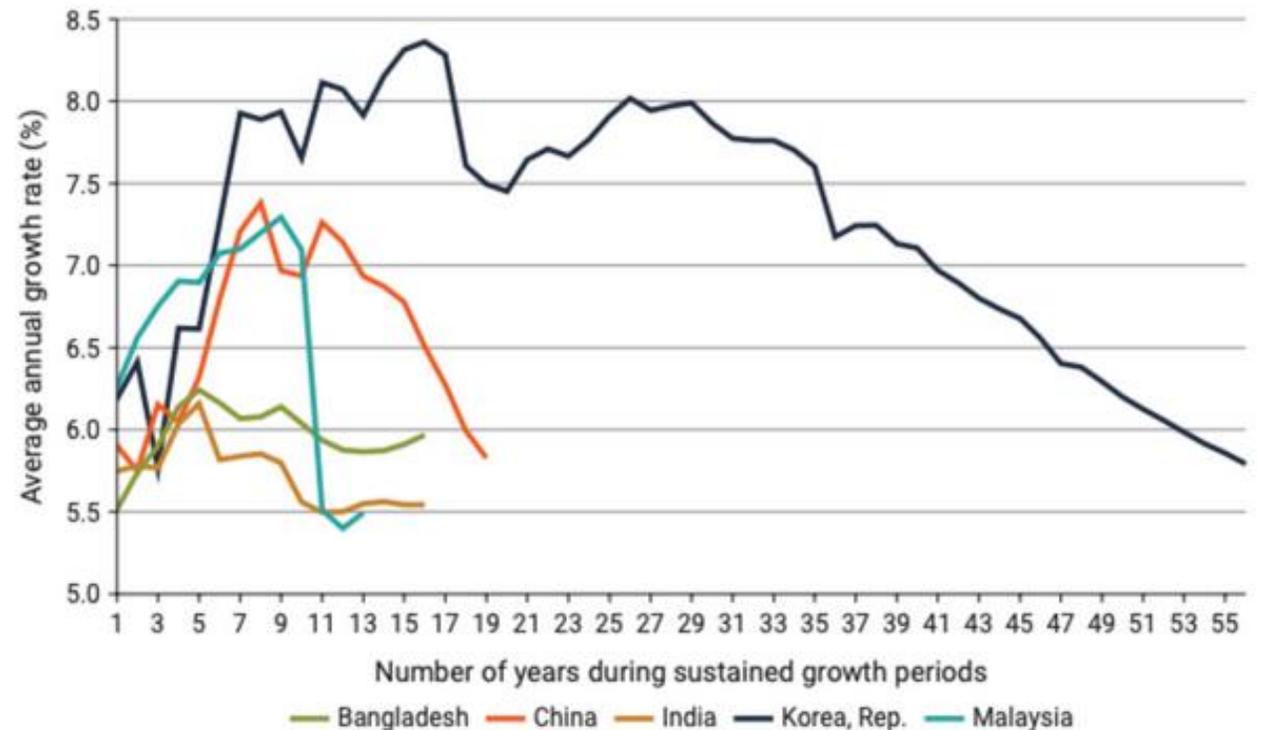
**Document 12** : idem  
document 11  
sur un graphique  
semi-logarithmique

### Document 65 :

trajectoire de croissance  
de plusieurs pays à revenus  
moyens, en nombre d'années  
de croissance soutenue

Source : Banque mondiale,  
repris par R. Godin,  
Mediapart, 21 août 2024

**Figure 1.3** Sustained growth periods are short-lived, even in rapidly growing economies



Source: WDR 2024 team using data from Maddison Project Database 2023, Groningen Growth and Development Centre, Faculty of Economics and Business, University of Groningen, Groningen, the Netherlands, <https://www.rug.nl/ggdc/historicaldevelopment/maddison/releases/maddison-project-database-2023>.

Note: The figure illustrates the growth paths of countries whose average gross domestic product (GDP) growth rate per capita is higher than 5 percent per year for at least eight years.

## \* **Les schémas explicatifs**

- Facteurs d'offre : investissement insuffisant, passer à l'économie de la connaissance, innover plus, « économie de la connaissance », croissance endogène
- Schéma explicatif alternatif (Marquetti et alii, 2024) : en phase de décollage, forte rentabilité du capital investi, qui décline ensuite : concurrence, coût croissant des technologies et des innovations, hausse des salaires. D'où moindres investissements, gains de productivité et croissance. Un soutien public fort permet de maintenir un taux d'investissement élevé (Corée du Sud, Chine), ...mais : poids du contexte (IDE, rattrapage) et interventionnisme public marqué, qui n'évitent cependant pas le ralentissement.

## \* Perspectives

### - Guerre économique

La politique de l'offre n'est viable que tant qu'elle n'est pas généralisée. Elle bute alors sur des contraintes de débouchés, internes et externes. Capitalisme catastrophile.

### - Renouveler le modèle de développement :

*« Redéfinir les besoins sociaux indépendamment de ceux du capital et prendre en compte les limites écologiques »*

*(Le modèle de développement du Sud global est confronté à une impasse, R. Godin, Mediapart, 21 août 2024)*

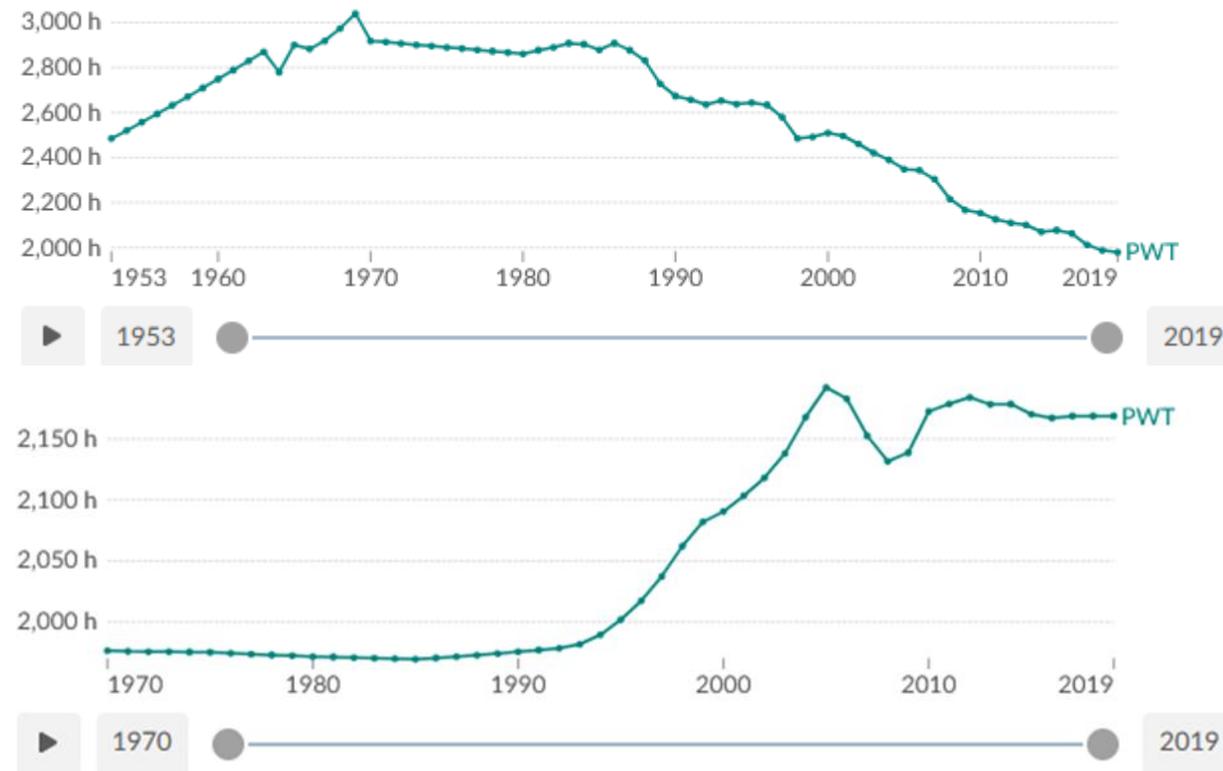
Assurer un niveau et des conditions de vie décentes à chacun : accès à la santé, à une alimentation saine, à la mobilité, à une information fiable, aux loisirs, à l'emploi.

## - Intégrer le temps de travail à la politique d'emploi

**Document 66** : Durée annuelle du travail par travailleur, en Corée du Sud et en Chine

Source :

<https://ourworldindata.org/grapher/compare-sources-working-hours?time=earliest..2019&country=~CHN>



## ► Conclusions

1. Historiquement, **la croissance économique du capitalisme est irrégulière**, alternant âges d'or et crises. **La régulation marchande**, supposée conduire à l'équilibre **se révèle**, dans les faits, **instable**.

En effet, la mécanique de diffusion des gains de productivité peut se gripper en raison d'interactions entre variables (principalement entre composantes de la demande globale, à court et moyen termes, J.M. Keynes), notamment d'un déséquilibre interne durable dans la répartition salaires-profits.

Elle peut aussi être percutée par des chocs externes (choc pétrolier, choc climatique).

2. La régulation néolibérale du capitalisme s'avère **incapable de tenir la « promesse » du progrès économique et social pour tous** et de réaliser la transition écologique. D'où des tensions sociales et politiques : dissensus croissant, recherche de boucs émissaires.

Ce mode de régulation n'est **pas résilient** : il ne peut surmonter seul les crises (y compris celles qu'il engendre), il a besoin du soutien actif des gouvernements en cas de choc (cf 1929-33, 2008-9, 2019-2021).

3. **Certaines leçons ont toutefois été tirées** des crises majeures : après 2008, le sauvetage du système bancaire a évité un *credit crunch* ; en Allemagne, le Kurzarbeit (2009-2011) a évité les licenciements, et il a été repris en France après 2019 (APLD ou activité partielle de longue durée, 2019-2021) et ailleurs, évitant une flambée du chômage ; tandis qu'en réponse à la crise du covid19, le « quoi qu'il en coûte » (2019-2021) a soutenu les entreprises et la demande (soutien direct de la demande et de l'offre, relances budgétaires).
4. **La rentabilité élevée du capital est-elle soutenable** face aux limites internes et au choc climatique, financièrement (actifs échoués) et physiquement (climat, ressources, taux de retour énergétique) ?